

COVÉA EURO SPREAD

FCP de droit français

SOMMAIRE

p. 3 Caractéristiques de l'OPC

Présentation de l'OPC
Changements intervenus et à venir

p. 8 Rapport de gestion

Environnement économique
Marchés financiers
Politique de gestion et perspectives
Performances et informations sur l'OPC
Informations réglementaires
Frais et fiscalité

p. 20 Rapport du Commissaire aux Comptes

p. 25 Comptes de l'exercice

Bilan Actif
Bilan Passif
Comptes de résultat

P. 29 Annexe aux comptes annuels

Règles et méthodes comptables
Affectation des sommes distribuables
Évolution de l'actif
Compléments d'information
Inventaire

P. 51 Annexes

Information SFDR

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'OPC

| | |
|---|--|
| Société de gestion | COVÉA FINANCE SASU 8-12 rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris Agrément de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 97 007 |
| Dépositaire | CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX) |
| Conservateur | CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX) |
| Etablissements en charge de la centralisation des ordres de souscription / rachat, par délégation de la société de gestion : | CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX) |
| Etablissement en charge de la tenue des registres des parts ou actions (passif de l'OPC) | CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX) |
| Commissaires aux comptes | PRICEWATERHOUSE COOPERS AUDIT 63 rue de Villiers - 92200 Neuilly-sur-Seine |
| Commercialisateurs | COVÉA FINANCE SASU (Entité du groupe COVÉA) 8-12 rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris |
| Délégation de la gestion administrative et comptable | CACEIS FUND ADMINISTRATION 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX) |
| Conseillers | Néant |

INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

Pour plus de détails, le prospectus complet est disponible sur le site web de la société : www.covea-finance.fr

- La valeur liquidative est disponible auprès de Covéa Finance sur le site www.covea-finance.fr. Elle est publiée dans la presse financière.
- Le prospectus, les rapports annuels et les derniers documents périodiques sont adressés gratuitement dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur adressée à : Covéa Finance, 8-12 rue Boissy d'Anglas – 75008 Paris / courriel : communication@covea-finance.fr.

INFORMATIONS CLÉS POUR L'INVESTISSEUR

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

COVÉA EURO SPREAD

Code ISIN Part D : FR000441651
 FCP géré par COVÉA FINANCE, société de gestion
 du Groupe COVÉA

Objectifs et politique d'investissement

L'OPCVM est de classification « Obligations et autres titres de créance libellés en euro ». Il a pour objectif de chercher à réaliser, sur un horizon d'investissement d'au moins 3 ans, une performance, nette de frais, supérieure à l'indice Markit Iboxx Corporate (calculé coupons nets réinvestis), en utilisant un univers d'investissement plus large que cet indice, incluant à la fois les obligations publiques et les obligations privées libellées en euro.

La gestion de l'OPCVM est active et discrétionnaire.

La stratégie d'investissement se fonde :

- Dans un premier temps sur l'analyse des scénarios macroéconomiques et l'allocation géographique effectuées via les Perspectives Economiques et Financières (« PEF ») ;

- Dans un second temps sur le positionnement sur la courbe des taux, le niveau des écarts des taux de rendement, la gestion des risques de crédit et de liquidité, la sensibilité et la durée via les comités d'investissement.

L'exposition de l'OPCVM au risque de taux est comprise entre 90 à 110% de l'actif net.

Le portefeuille de l'OPCVM est investi jusqu'à 110% maximum de son actif net en obligations et titres de créances privés ou publics, à taux fixe/variable ou indexés sur l'inflation libellés en euros ou autres devises couverts en euro, émis sur une place de l'OCDE.

La durée de vie des titres acquis doit permettre le respect de la contrainte de sensibilité globale aux taux d'intérêt de 2 à 8.

La société de gestion ne recourt pas exclusivement et mécaniquement aux notations émises par les agences de notation et met en œuvre sa propre évaluation et analyse interne. Les titres non notés ou de notation inférieure à BBB- (agences Standard&Poor's, Fitch ou notation équivalente chez Moodys ou toute notation jugée équivalente par la

société de gestion) de catégorie spéculative seront limités à 20% de l'actif net du fonds.

L'OPCVM peut avoir recours à des instruments financiers à terme et/ou conditionnels (futures, options, swaps, change à terme) négociés sur les marchés réglementés, organisés ou de gré à gré, français ou étrangers autorisés par la réglementation en vigueur dans la limite d'engagement de 100% de l'actif net dans un but de couverture, d'exposition ou d'arbitrage aux risques de crédit, de taux, de change et de volatilité.

L'OPCVM peut avoir recours aux titres intégrant des dérivés dans la limite de 40% maximum de l'actif net (10% maximum pour les obligations convertibles) dans le but de couvrir le portefeuille ou d'augmenter son exposition aux risques actions, de taux, de crédit et de change ; le recours aux obligations à option de remboursement anticipé au gré de l'émetteur ou du porteur (obligations callable/puttable) pouvant quant à lui atteindre 100% maximum de l'actif net. Le résultat net de la Part « D » sera systématiquement distribué. Les plus-values réalisées nettes seront systématiquement réinvesties.

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés auprès de Caceis Bank chaque jour ouvré avant 13h. Ils sont exécutés quotidiennement sur la base de la valeur liquidative calculée le lendemain (J+1) à partir des cours de clôture du jour de souscription/rachat (J) et datée de J. Cet OPC pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 3 ans.

Autres informations : La contribution des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) est prise en compte dans les décisions d'investissement, en complément des éléments d'analyse financière, sans pour autant être systématiquement un facteur déterminant de cette prise de décision.

Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de l'OPCVM reflète le risque des marchés des obligations publiques et privées sur lesquels il est exposé.

Les données historiques utilisées pour le calcul du niveau de risque pourraient ne pas constituer un indicateur fiable du profil de risque futur du fonds. La catégorie de risque associée à votre fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Les risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans cet indicateur sont les suivants :

Risque de contrepartie : Il correspond au risque de pertes encourues en raison de la défaillance d'un intervenant de marché ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles et à honorer ses engagements. Cette défaillance peut faire baisser la valeur liquidative du fonds. Ce risque découle des opérations de gré à gré conclues avec les contreparties.

Risque de crédit : Il représente le risque éventuel de dégradation de l'émetteur et le risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses remboursements, ce qui induira une baisse du cours du titre et donc de la valeur liquidative du fonds.

Ce risque sera d'autant plus important que l'OPCVM pourra investir jusqu'à 20% en titres spéculatifs.

La survenance de l'un de ces risques peut faire baisser la valeur liquidative de votre portefeuille.

INFORMATIONS CLÉS POUR L'INVESTISSEUR

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

COVÉA EURO SPREAD

Code ISIN Part C : FR0011066075

FCP géré par COVÉA FINANCE, société de gestion
du Groupe COVÉA

Objectifs et politique d'investissement

L'OPCVM est de classification « Obligations et autres titres de créance libellés en euro ». Il a pour objectif de chercher à réaliser, sur un horizon d'investissement d'au moins 3 ans, une performance, nette de frais, supérieure à l'indice Markit Iboxx Corporate (calculé coupons nets réinvestis), en utilisant un univers d'investissement plus large que cet indice, incluant à la fois les obligations publiques et les obligations privées libellées en euro.

La gestion de l'OPCVM est active et discrétionnaire.

La stratégie d'investissement se fonde :

- Dans un premier temps sur l'analyse des scénarios macroéconomiques et l'allocation géographique effectuées via les Perspectives Economiques et Financières (« PEF ») ;
- Dans un second temps sur le positionnement sur la courbe des taux, le niveau des écarts des taux de rendement, la gestion des risques de crédit et de liquidité, la sensibilité et la duration via les comités d'investissement.

L'exposition de l'OPCVM au risque de taux est comprise entre 90 à 110% de l'actif net.

Le portefeuille de l'OPCVM est investi jusqu'à 110% maximum de son actif net en obligations et titres de créances privés ou publics, à taux fixe/variable ou indexés sur l'inflation libellés en euros ou autres devises couverts en euro, émis sur une place de l'OCDE.

La durée de vie des titres acquis doit permettre le respect de la contrainte de sensibilité globale aux taux d'intérêt de 2 à 8.

La société de gestion ne recourt pas exclusivement et mécaniquement aux notations émises par les agences de notation et met en oeuvre sa propre évaluation et analyse interne. Les titres non notés ou de notation inférieure à BBB- (agences Standard&Poor's, Fitch ou notation équivalente chez Moodys ou

toute notation jugée équivalente par la société de gestion) de catégorie spéculative seront limités à 20% de l'actif net du fonds.

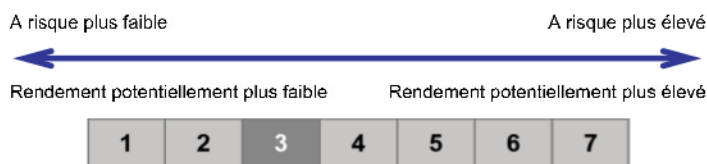
L'OPCVM peut avoir recours à des instruments financiers à terme et/ou conditionnels (futures, options, swaps, change à terme) négociés sur les marchés réglementés, organisés ou de gré à gré, français ou étrangers autorisés par la réglementation en vigueur dans la limite d'engagement de 100% de l'actif net dans un but de couverture, d'exposition ou d'arbitrage aux risques de crédit, de taux, de change et de volatilité.

L'OPCVM peut avoir recours aux titres intégrant des dérivés dans la limite de 40% maximum de l'actif net (10% maximum pour les obligations convertibles) dans le but de couvrir le portefeuille ou d'augmenter son exposition aux risques actions, de taux, de crédit et de change ; le recours aux obligations à option de remboursement anticipé au gré de l'émetteur ou du porteur (obligations callable/puttable) pouvant quant à lui atteindre 100% maximum de l'actif net. Le résultat net et les plus-values réalisées nettes de l'OPC seront systématiquement réinvestis pour la part « C ».

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés auprès de Caceis Bank chaque jour ouvré avant 13h. Ils sont exécutés quotidiennement sur la base de la valeur liquidative calculée le lendemain (J+1) à partir des cours de clôture du jour de souscription/rachat (J) et datée de J. Cet OPC pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 3 ans.

Autres informations : La contribution des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) est prise en compte dans les décisions d'investissement, en complément des éléments d'analyse financière, sans pour autant être systématiquement un facteur déterminant de cette prise de décision.

Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de l'OPCVM reflète le risque des marchés des obligations publiques et privées sur lesquels il est exposé.

Les données historiques utilisées pour le calcul du niveau de risque pourraient ne pas constituer un indicateur fiable du profil de risque futur du fonds. La catégorie de risque associée à votre fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Les risques importants pour l'OPC non pris en compte dans cet indicateur sont les suivants :

Risque de contrepartie : Il correspond au risque de pertes encourues en raison de la défaillance d'un intervenant de marché ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles et à honorer ses engagements. Cette défaillance peut faire baisser la valeur liquidative du fonds. Ce risque découle des opérations de gré à gré conclues avec les contreparties.

Risque de crédit : Il représente le risque éventuel de dégradation de l'émetteur et le risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses remboursements, ce qui induira une baisse du cours du titre et donc de la valeur liquidative du fonds.

Ce risque sera d'autant plus important que l'OPCVM pourra investir jusqu'à 20% en titres spéculatifs.

La survenance de l'un de ces risques peut faire baisser la valeur liquidative de votre portefeuille.

INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

CHANGEMENTS INTERVENUS

- Mise à jour annuelle frais et performances ;
- Mise en conformité avec le Règlement Taxonomie ;
- Reformulation de la stratégie d'utilisation des swaps de change.

CHANGEMENTS À INTERVENIR

- Publication du DIC PRIIPS remplaçant le DICI ;
- Publication de l'annexe SFDR ;
- Passage en catégorie 1 AMF ;
- Mise à jour de la documentation réglementaire afin de refléter la gestion du fonds.

RAPPORT DE GESTION

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

En 2022, la dissipation progressive du risque sanitaire dans la plupart des économies (à l'exception notable de la Chine) a laissé place à d'autres périls. L'escalade des tensions géopolitiques s'est matérialisée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Un événement qui a mis en lumière la polarisation du monde, accentué les incertitudes géopolitiques et creusé les déséquilibres économiques causés par la crise sanitaire. La hausse des prix de l'énergie et des matières premières ainsi que les tensions sur les chaînes d'approvisionnement ont entraîné une très forte accélération des prix. Les pressions inflationnistes domestiques ont progressivement pris le relais des pressions extérieures, amenant à un large resserrement des politiques monétaires de la plupart des grandes banques centrales tout au long de l'année. Restriction monétaire et hausse des prix se sont toutefois répercutées sur la demande au deuxième semestre 2022. Le ralentissement économique, couplé à un moindre accès à la liquidité, fait peser un risque financier de plus en plus tangible sur les passifs accumulés avant et pendant la crise sanitaire par les acteurs publics et privés. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié contre dollar de 5,8% et termine à 1,066 dollars pour un euro. Le prix du baril de pétrole Brent augmente de 10,45% et termine l'année à 85,91 dollars.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale (Fed) a entamé un nouveau cycle de resserrement monétaire face aux tensions inflationnistes. La hausse des prix s'est intensifiée sous l'effet de la persistance des déséquilibres entre offre et demande, et l'inflation a atteint un pic à 9,1% au mois de juin. La consommation s'est maintenue, en large partie du fait du surplus d'épargne après les soutiens budgétaires exceptionnels en 2020. Néanmoins, le nouveau contexte inflationniste pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et érode ce surplus d'épargne. Du côté du marché du travail, la demande de main d'œuvre est restée forte tout au long de l'année, et a conduit à une croissance des salaires, qui ne montre pas de signes de ralentissement pour le moment. Dans ce contexte, la Fed a procédé à une hausse rapide de ses taux directeurs, avec 425 points de base de hausse sur l'année. Le mouvement de resserrement devrait se poursuivre. Les prévisions individuelles des membres du Comité de politique monétaire (FOMC) durant la réunion de décembre indiquent en effet que le taux directeur pourrait être porté à [5,00 ; 5,25%] d'ici la fin d'année 2023, soit une augmentation de 50 pb par rapport à la trajectoire présentée en septembre dans le précédent jeu de prévisions. Ce resserrement des conditions de financement a fortement pénalisé le secteur immobilier américain. Sur le plan budgétaire, les sénateurs ont adopté le plan de l'administration Biden intitulé « Inflation Reduction Act » qui vise à diminuer l'impact de la hausse des prix et permettre une réduction du déficit public d'environ 300 Mds\$ à horizon 10 ans. Enfin, les élections de mi-mandat au mois de novembre ont permis aux républicains de reprendre la majorité à la Chambre des Représentants alors que les démocrates ont conservé la majorité au Sénat. Cette nouvelle configuration laisse présager un statu quo législatif pour la fin du mandat du président Biden, chaque camp neutralisant les projets de l'autre.

Au Royaume-Uni, les perturbations politiques se sont ajoutées au ralentissement économique. Arrivée au pouvoir durant l'été 2022, à la suite de la démission de Boris Johnson, Liz Truss a connu le plus court mandat de l'histoire britannique au poste de Premier ministre. L'annonce de sa politique budgétaire a entraîné des tensions sur les taux souverains et sur la livre britannique. La Banque d'Angleterre est intervenue afin de mettre fin à ce début de panique financière en achetant, sur une très courte période, des titres souverains. Ces événements ont conduit à la démission de L. Truss, remplacée par Rishi Sunak. En parallèle, les difficultés économiques se sont accumulées, particulièrement pour les ménages qui ont vu leur pouvoir d'achat reculer fortement en raison de l'inflation. Dans ce contexte, la Banque d'Angleterre a procédé à plusieurs hausses de son taux directeur, et a souligné lors de sa dernière réunion que le marché du travail reste tendu et que les pressions inflationnistes sont de plus en plus alimentées par des facteurs domestiques, ce qui justifie la poursuite du durcissement de la politique monétaire.

En Zone euro, le conflit en Ukraine a mis en lumière la dépendance énergétique des pays européens. Le contexte géopolitique ainsi que la volonté européenne de réduire les importations d'énergie russe ont conduit à une envolée des prix de l'énergie. Les tensions inflationnistes se sont peu à peu diffusées à l'ensemble de l'économie, et la Zone euro a connu une inflation record de 10,6% au mois d'octobre. Le choc énergétique, conjugué aux fortes incertitudes liées au conflit, ont conduit à une modération de l'activité économique et à une dégradation des indicateurs d'enquête, particulièrement marquée en Allemagne. Dans ce contexte, la Banque centrale européenne a emboîté le pas à ses homologues et a procédé à plusieurs hausses de ses taux directeurs à partir de l'été 2022. Le cycle de resserrement devrait

RAPPORT DE GESTION

se poursuivre au moins au premier semestre 2023. Du côté budgétaire, de nombreux gouvernements ont annoncé des mesures de soutien aux ménages et aux entreprises face à la hausse des prix de l'énergie. Par ailleurs, les pays membres de l'Union européenne se sont accordés sur un certain nombre de mesures pour réduire leur dépendance à l'énergie russe et limiter la hausse des coûts énergétiques, notamment des achats groupés de gaz et l'instauration d'un prix plafond sur le gaz à 180€/MWh. Du côté politique, l'année a été marquée par l'arrivée au pouvoir en Italie du parti eurosceptique « Frère d'Italie », mené par Georgia Meloni.

En Chine, l'activité économique a souffert de la politique sanitaire « zéro-covid » du gouvernement. Les restrictions liées aux différentes vagues épidémiques en 2022 ont entravé à la fois la demande interne mais également la capacité à produire. Les autorités ont toutefois décidé d'abandonner cette politique sanitaire en fin d'année, mais la forte montée des contaminations qui en résulte ne devrait pas permettre la normalisation de l'activité à court terme. En parallèle, le secteur immobilier chinois a poursuivi sa dégradation, malgré les soutiens gouvernementaux.

Au Japon, la politique monétaire est restée à contre-courant des autres grandes économies développées. Ce différentiel de politique monétaire s'est traduit par une forte dépréciation du yen qui a amené les autorités à intervenir sur le marché des changes. Néanmoins, la Banque du Japon a surpris durant sa dernière réunion de l'année, en annonçant un assouplissement de sa politique de contrôle de la courbe des taux, en faisant passer la fourchette de fluctuation des taux sur les obligations souveraines à 10 ans de $\pm 0,25$ pt autour de 0% à $\pm 0,5$ pt autour de 0%. Du côté de l'activité, l'économie peine à retrouver son niveau d'avant crise mais a montré des signes de redressement sur les derniers mois de l'année.

Sources des données: Refinitiv, Bloomberg, US Bureau of Labor Statistics, US Bureau of Economic Analysis, Eurostat, BCE, S&P Global, Statistics Bureau of Japan, Japan Cabinet Office, National Bureau of Statistics of China.

RAPPORT DE GESTION

MARCHÉS FINANCIERS

L'année 2022 se caractérise par une remontée significative des taux sur l'ensemble des zones investies. Ce mouvement est alimenté par une inflation persistante et le resserrement des politiques monétaires par les plus grandes banques centrales. Mais de forts soubresauts ont animé l'année. Ces derniers naissent de la guerre en Ukraine, de la politique « zéro Covid » mise en œuvre par la Chine mais aussi sur des questionnements autour du pic d'inflation aux Etats-Unis. Dans ce contexte, nous avons cherché à profiter des opportunités de marché quand cela était possible sur nos convictions de long terme, conformément au PEF, et à réduire les risques pour se rapprocher de l'indice de référence quand cela était nécessaire.

L'année 2022 se conclut sur les marchés du crédit Euro par un écartement des primes de risques de 68 pb sur la catégorie investissement (Iboxx Euro Corporate) et de 194 pb sur le Haut rendement (Barclays-BBG Euro Haut Rendement), clôturant respectivement l'année à 179 pb et 512 pb. La catégorie investissement (IG) connaît une évolution par palier jusqu'à mi-octobre pour atteindre un pic à 244 pb. Ce mouvement est alimenté par le conflit en Ukraine, les pressions inflationnistes et le resserrement de la politique monétaire par la banque centrale européenne. Il s'en suit un mouvement de resserrement, le marché considérant le pic d'inflation atteint aux Etats-Unis. Sur le marché du Haut rendement, les primes de risque s'écartent significativement jusqu'à début juillet, atteignant 675 pb. On observe par la suite une décline progressive à partir du mois d'octobre. Les entreprises se sont adaptées à l'environnement inflationniste et de besoins de financement faibles. Un grand nombre d'entre elles avaient tiré profit de la période de taux bas pour allonger la durée moyenne de leurs dettes.

Les volumes d'émissions des émetteurs non financiers en Euro atteignent 243 Mds€. Le rythme a été globalement stable tout au long de l'année, avec un volume moyen mensuel autour de 20 Mds€. Les émissions nettes des remboursements s'élèvent à 73 Mds€. Ce sont les émetteurs industriels qui ont été le plus actifs, autour de 85 Mds€. Les émetteurs allemands et français ont été les principaux animateurs, avec des volumes se situant respectivement autour de 50 Mds€ et 45 Mds€. De plus, 37% des émissions ont une maturité inférieure ou égale à 5 ans, signe de l'attrait des investisseurs pour des maturités courtes dans un environnement de hausse de taux d'intérêt. Enfin, les secteurs ayant le mieux performé sont la vente au détail, les subordonnées bancaires et l'automobile.

Sur le marché européen des émetteurs financiers, les volumes d'émissions évoluent en fonction des contraintes réglementaires. Les émissions de dettes Seniors sont en hausse nette à 203 Mds€ contre 173 Mds€ en 2021. Le volume d'émissions des dettes subordonnées est en baisse à 37 Mds€ contre 47 Mds€ en 2021. Les banques ont privilégié le format Senior préférée au détriment des dettes réglementaires.

RAPPORT DE GESTION

POLITIQUE DE GESTION

En ligne avec le scénario du PEF, nous conservons une allocation défensive, privilégiant les émetteurs les mieux notés, ceux disposant de capacité à répercuter plus facilement des hausses de prix et les maturités courtes (inférieures ou égale à 5 ans). Enfin, les secteurs des Télécommunications et des Services aux Collectivités ont été sous-représenté compte tenu de leurs besoins de financement récurrents.

Cette allocation a été construite en début d'année en privilégiant le marché primaire et, marginalement, le marché secondaire. Le premier nous permet de capter la prime d'émission offerte par rapport au marché secondaire, mais aussi un surplus de prime offert pour des émissions inaugurales en Euro. Le second nous permet d'ajuster, à la marge, notre allocation afin de profiter d'opportunités de marchés.

La sensibilité évolue au cours de l'année en fonction de nos anticipations d'évolutions des primes de risque. Jusqu'au mois d'octobre, nous conservons une sous-sensibilité significative du portefeuille vis-à-vis de son indice. Compte tenu des niveaux de taux et de primes, nous augmentons progressivement la sensibilité du portefeuille, en privilégiant les émetteurs les mieux notés, portant ainsi la sous-sensibilité à 114 cts contre 135 cts fin 2021.

RAPPORT DE GESTION

PERSPECTIVES

Les politiques monétaires devraient continuer de se normaliser en 2023, comme les banques centrales l'ont déjà annoncé, aux Etats-Unis et en Europe mais les mouvements nous semblent assez bien anticipés par le marché. Un début d'année riche en nouvelles émissions, en particulier sur la partie longue des courbes, nous incite cependant à conserver à court terme, une sensibilité inférieure à celle de l'indice de référence. Nous sommes attentifs à la déformation de la courbe des taux et vigilants sur l'évolution du marché du crédit et la qualité des émetteurs en portefeuille. Nous pourrions, en fonction des conditions de marché, être amené à augmenter notre exposition aux émetteurs privés qui offrent maintenant un rendement supplémentaire attractif.

RAPPORT DE GESTION

PERFORMANCES ET INFORMATIONS SUR L'OPC

PERFORMANCES

En 2022, la performance de COVEA EURO SPREAD D a été de -10,75 % pour la part D, de -10,77 % pour la part C.

La performance de son indice de référence, Markit Iboxx Euro Corp coupons nets réinvestis, a été de -14,17 %.

La performance obtenue sur la période ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPC.

TECHNIQUES DE GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE

Au 30 décembre 2022, le portefeuille ne s'expose à aucune technique de gestion efficace de portefeuille. De ce fait aucune garantie financière n'a été reçue à ce titre.

TRANSPARENCE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA RÉUTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS (Règlement SFTR)

L'OPC n'a pas eu recours aux opérations entrant dans le cadre du règlement SFT au cours de l'exercice clos au 30 décembre 2022.

PRINCIPAUX MOUVEMENTS DANS LE PORTEFEUILLE AU COURS DE L'EXERCICE

| Titres | Mouvements ("Devise de comptabilité") | |
|---|---------------------------------------|---------------|
| | Acquisitions | Cessions |
| COVÉA SÉCURITÉ G | 25 004 377,85 | 23 900 500,90 |
| COVÉA MOYEN TERME | | 3 020 400,00 |
| VOLKSWAGEN FINANCIAL SERVICES AG 0.25% 31-01-25 | 1 797 601,55 | 922 509,00 |
| SG 1.5% 30-05-25 EMTN | 1 997 780,00 | |
| BBVA 0.375% 02-10-24 EMTN | | 1 948 560,00 |
| L'ORÉAL S A 0.375% 29-03-24 | 1 497 645,00 | 389 872,00 |
| SUEZ 1.875% 24-05-27 EMTN | 1 095 644,00 | 359 196,00 |
| ALCON FINANCE 2.375% 31-05-28 | 806 750,36 | 571 297,22 |
| LINDE 1.375% 31-03-31 EMTN | 638 183,00 | 575 714,00 |
| TÉLÉPERFORMANCE | | 1 165 222,00 |

RAPPORT DE GESTION

INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

MÉTHODE DE CALCUL DU RISQUE GLOBAL

Le risque global de l'OPC est mesuré par la méthode de calcul de l'engagement.

INFORMATIONS SUR LES POLITIQUES DE SÉLECTION DES INTERMÉDIAIRES D'EXÉCUTION ET LA POLITIQUE EXÉCUTION

Conformément à ses obligations professionnelles telles que définies par le Code Monétaire et Financier et le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers dans le cadre de ses activités de Société de gestion de portefeuille, Covéa Finance publie et réexamine annuellement des politiques décrivant l'organisation et les critères retenus pour veiller à la protection des intérêts de ses clients lors de l'exécution d'un ordre issu de ses décisions de gestion.

Ces politiques de meilleure sélection des intermédiaires en exécution et de meilleure exécution (ci-après dénommées les « Politiques ») sont disponibles sur le site internet de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Conformément à ces Politiques, les équipes de négociation de la Société de gestion sont tenues de réaliser leurs transactions sur les marchés financiers avec des intermédiaires figurant sur une liste autorisée définie par un comité de référencement.

Un comité de sélection et d'évaluation se réunit une fois par an pour évaluer la qualité d'exécution des intermédiaires sélectionnés selon plusieurs critères quantitatifs. Ce dernier comité se tient en présence des équipes de négociation en charge de la sélection et de l'évaluation des intermédiaires d'exécution mais également des responsables de gestion, du middle office, du juridique et du contrôle interne.

Des comités ad hoc mensuels peuvent également se réunir notamment en cas de changement notable dans la qualité de service d'un intermédiaire autorisé, d'une modification des conditions de marché ou d'une évolution propre à Covéa Finance.

Le respect de la liste des intermédiaires fait l'objet d'un contrôle par le RCCI.

Conformément aux dispositions du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers en vigueur, un compte rendu relatif aux frais d'intermédiation figure sur le site de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

En application des dispositions de l'article L533-22 du Code Monétaire et Financier, les droits attachés à la qualité d'actionnaire des OPCVM et notamment les droits de vote ont été exercés librement dans l'intérêt des porteurs de parts conformément à la politique d'engagement actionnarial disponible sur le site de Covéa Finance : www.covea-finance.fr/nous-connaitre/nos-rapports-et-politiques.

RAPPORT DE GESTION

INFORMATIONS EN MATIÈRE EXTRA-FINANCIÈRE

Informations sur la prise en compte des risques de durabilité (Article 8)

En application de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte modifiée et codifiée aux articles L533-22-1 et D533-16-1 du Code monétaire et financier et de l'article 3 du Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement et du Conseil du 27.11.2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« Règlement SFDR ») et du Règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088) (Règlement « Taxonomie »), l'OPC est tenu de publier des informations en matière extra-financière.

S'agissant des informations sur la durabilité issues du Règlement européen « SFDR », cette réglementation européenne vise à améliorer et harmoniser la transparence des acteurs des marchés financiers sur la responsabilité sociale et environnementale.

Transparence en matière de durabilité au niveau des produits financiers :

Afin de permettre aux investisseurs d'identifier plus facilement les produits financiers qui leurs correspondent en termes d'attentes sur les enjeux environnementaux et sociaux, la réglementation durabilité (« SFDR ») demande à chaque entité de placer chacun de ses produits dans l'une des trois catégories suivantes :

- article 9 : produits qui ont pour objectif l'investissement durable,
- article 8 : produits qui répondent aux enjeux environnementaux et/ou sociaux,
- article 6 : les autres produits qui ne font pas de la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales leur objectif principal et dont l'objectif de gestion ne porte pas sur un investissement durable.

Les informations relatives au principe de double matérialité lié 1) aux risques de durabilité et 2) aux incidences négatives de durabilité sont accessibles dans la Déclaration relative à la prise en compte du risque de durabilité disponible sur le site internet de la Société de gestion dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Depuis le 10 mars 2021, l'OPC a été rattaché à la classification SFDR de l'article 8 (« produits qui répondent aux enjeux environnementaux et/ou sociaux »).

La prise en compte des risques et des facteurs de durabilité, tels que définis dans le règlement UE 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, est pleinement intégrée dans la politique relative aux Risques de durabilité et à l'ESG de Covéa Finance.

Le suivi des risques en matière de durabilité est intégré dans la chaîne de valeur et de décision d'investissement de Covéa Finance.

La politique d'investissement de Covéa Finance vise à limiter le risque de durabilité à travers un dispositif s'articulant principalement autour de la mise en place de filtres d'exclusions (normatives, sectorielles et/ou thématiques) applicables à tout investissement direct en actions ou en obligations et accessible sur le site internet et de la mise en place de critères de sélection extra-financiers en complément des critères de sélection financiers.

L'ensemble des informations sur la prise en compte par la société de gestion des critères relatifs au respect des objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) dans son processus d'investissement sont accessibles sur le site internet de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

RAPPORT DE GESTION

Compte tenu des évolutions et travaux en cours, la catégorisation des OPC de la gamme pourrait être amenée à évoluer selon les OPC.

Part d'investissements de l'OPC liés aux activités durables

La Taxonomie de l'Union Européenne a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. La Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux : Atténuation des changements climatiques, adaptation aux changements climatiques, Utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines, Transition vers l'économie circulaire (déchets, prévention et recyclage), Prévention et contrôle de la pollution et Protection des écosystèmes sains.

Actuellement, des critères d'examen technique (Technical Screening Criteria) ont été développés pour certaines activités économiques à même de contribuer substantiellement à deux de ces objectifs : l'atténuation du changement climatique, et l'adaptation au changement climatique. Ces critères sont actuellement en attente de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne. Les données présentées ci-dessous ne reflètent donc que l'alignement à ces deux objectifs, sur la base des critères non-définitivement publiés, tels qu'ils ont été soumis aux colégislateurs européens. Nous mettrons à jour cette information en cas de changements apportés à ces critères, de développement de nouveaux critères d'examen relatifs à ces deux objectifs, ainsi que lors de l'entrée en application des critères relatifs aux quatre autres objectifs environnementaux.

Pour être considérée comme durable, une activité économique doit démontrer qu'elle contribue substantiellement à l'atteinte de l'un des 6 objectifs, tout en ne nuisant pas à l'un des cinq autres (principe dit DNSH, « Do No Significant Harm »). Pour qu'une activité soit considérée comme alignée à la Taxonomie européenne, elle doit également respecter les droits humains et sociaux garantis par le droit international.

Les informations extra financières spécifiques liées au positionnement de l'OPC en article 8 sont précisées dans l'annexe d'information périodique du présent rapport.

Le principe consistant à ne pas causer de préjudice important s'applique uniquement aux investissements sous-jacents aux produits financiers qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Au titre de l'article 50 du règlement délégué de niveau 2 SFDR, des informations sur la réalisation des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont disponibles en annexe du présent rapport.

RAPPORT DE GESTION

INFORMATIONS SUR LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Covéa Finance, en tant que gestionnaire, attache une importance particulière au respect de l'ensemble des dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM ») et dans de la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 sur les gestionnaires d'OPCVM (ci-après désignée la « Directive OPCVM V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur le fonds.

1. Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Au cours de l'exercice 2022, le montant total des rémunérations annoncées par Covéa Finance à l'ensemble de son personnel (personnes au 31/12/2022) s'est élevé à 15 293 424 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- 12 245 120 euros soit 80% du total des rémunérations versées par la société à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations fixes ; et
- 3 048 304 euros, soit 20% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations variables totale. Le versement de rémunérations variables a concerné pour l'exercice 2022, 164 personnes. Un collaborateur a été concerné par un différé de rémunération variable sur 3 ans.

Sur le total des rémunérations annoncées par le gestionnaire au titre de l'exercice, 8 314 762 euros concernaient les cadres salariés de Covéa Finance dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds, tels que définis dans notre Politique de Rémunération 2022.

2. Montant des rémunérations versées par le fonds au personnel du gestionnaire

Covéa Finance ne pratique pas d'intéressement aux plus-values réalisées (ou *carried interest*) et aucune rémunération (fixe ou variable) à destination des gérants n'est versée par le fond.

3. Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque du fonds et sur la gestion des conflits d'intérêt

En février 2017, Covéa Finance a mis en conformité avec la Directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (directive OPCVM V) sa politique de rémunération existante, revue le règlement intérieur de sa Commission de Rémunération et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation tout en procédant à un travail d'identification des collaborateurs de son personnel impactés par les nouvelles dispositions en matière de rémunération issues de la Directive AIFM et de la Directive OPCVM V et de ses textes de transposition (ci-après la « Population Identifiée »). Il s'agit des collaborateurs respectant les deux conditions cumulatives suivantes :

- (i) appartenant à une catégorie de personnel bénéficiant d'une rémunération variable et susceptible d'avoir un impact sur le profil de risque du gestionnaire ou du fonds géré et
- (ii) ayant une rémunération variable supérieure à 200 000 euros traduisant le niveau de responsabilité sur le profil de risque.

Lorsque la rémunération de la Population Identifiée varie en fonction de performances, son montant total, qui est plafonné à un niveau inférieur à sa rémunération fixe, est établi par le gestionnaire en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle à laquelle il appartient et/ ou du panier de portefeuille (OPC, FIA et Mandat) avec celles des résultats d'ensemble du gestionnaire.

Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers.

L'ensemble des principes sont décrits dans la Politique de Rémunération de Covéa Finance, disponible sur son site Internet.

RAPPORT DE GESTION

4. Gouvernance et contrôle de la politique de rémunération

La politique de rémunération est revue annuellement par la Commission de Rémunération définie par les statuts de Covéa Finance, composée de :

- un représentant du Comité de Surveillance de Covéa Finance,
- deux représentants du Groupe Covéa, indépendant de Covéa Finance, dont au moins un d'entre eux participe au comité des Rémunérations du Groupe Covéa, et
- la Présidente de Covéa Finance.

Conformément à la réglementation, la majorité des membres de la Commission de Rémunération n'exerce pas de fonctions exécutives au sein de Covéa Finance et n'en est pas salarié.

RAPPORT DE GESTION**FRAIS et FISCALITÉ****COMPLÉMENT D'INFORMATION RELATIF AU RÉGIME FISCAL DU COUPON**

Décomposition du coupon : Part COVÉA EURO SPREAD D

| | NET GLOBAL | DEVISE | NET UNITAIRE | DEVISE |
|--|--------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Revenus soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire | 339 997,727 | EUR | 0,05 | EUR |
| Actions ouvrant droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire | | | | |
| Autres revenus n'ouvrant pas droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire | | | | |
| Revenus non déclarables et non imposables | | | | |
| Montant des sommes distribuées sur les plus et moins-values | | | | |
| TOTAL | 339 997,727 | EUR | 0,05 | EUR |

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES (PEA, etc...)

Néant.

RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 30 décembre 2022**

COVEA EURO-SPREAD
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT
Régé par le Code monétaire et financier

Société de gestion
COVEA FINANCE
8-12, rue Boissy d'Anglas
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement COVEA EURO-SPREAD relatifs à l'exercice clos le 30 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2022 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*



COVEA EURO-SPREAD

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*



COVEA EURO-SPREAD

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Frédéric SELLAM

2023.04.14 18:35:35 +0200



COMPTES DE L'EXERCICE

BILAN ACTIF au 30/12/2022 (EUR)

| | 30/12/2022 | 31/12/2021 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| IMMOBILISATIONS NETTES | | |
| DÉPÔTS | | |
| INSTRUMENTS FINANCIERS | 101 844 333,72 | 114 610 186,76 |
| Actions et valeurs assimilées | | |
| Négo­ciées sur un marché régle­menté ou assimilé | | |
| Non négo­ciées sur un marché régle­menté ou assimilé | | |
| Obligations et valeurs assimilées | 92 531 723,67 | 103 315 004,76 |
| Négo­ciées sur un marché régle­menté ou assimilé | 92 531 723,67 | 103 315 004,76 |
| Non négo­ciées sur un marché régle­menté ou assimilé | | |
| Titres de créances | | |
| Négo­ciés sur un marché régle­menté ou assimilé | | |
| Titres de créances négo­ciables | | |
| Autres titres de créances | | |
| Non négo­ciés sur un marché régle­menté ou assimilé | | |
| Organismes de placement collectif | 9 312 610,05 | 11 295 182,00 |
| OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays | 9 312 610,05 | 11 295 182,00 |
| Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE | | |
| Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés | | |
| Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés | | |
| Autres organismes non européens | | |
| Opérations temporaires sur titres | | |
| Créances représentatives de titres reçus en pension | | |
| Créances représentatives de titres prêtés | | |
| Titres empruntés | | |
| Titres donnés en pension | | |
| Autres opérations temporaires | | |
| Instruments financiers à terme | | |
| Opérations sur un marché régle­menté ou assimilé | | |
| Autres opérations | | |
| Autres instruments financiers | | |
| CRÉANCES | 2 198,63 | 4 375,00 |
| Opérations de change à terme de devises | | |
| Autres | 2 198,63 | 4 375,00 |
| COMPTES FINANCIERS | 352 402,99 | 252 268,81 |
| Liquidités | 352 402,99 | 252 268,81 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 102 198 935,34 | 114 866 830,57 |

BILAN PASSIF au 30/12/2022 (EUR)

| | 30/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Capital | 105 532 694,18 | 114 137 736,95 |
| Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a) | | |
| Report à nouveau (a) | 15 002,29 | 57 094,78 |
| Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b) | -3 839 790,84 | 574 313,56 |
| Résultat de l'exercice (a,b) | 432 639,47 | 29 173,29 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES * | 102 140 545,10 | 114 798 318,58 |
| <i>* Montant représentatif de l'actif net</i> | | |
| INSTRUMENTS FINANCIERS | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | | |
| Opérations temporaires sur titres | | |
| Dettes représentatives de titres donnés en pension | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | |
| Autres opérations temporaires | | |
| Instruments financiers à terme | | |
| Opérations sur un marché réglementé ou assimilé | | |
| Autres opérations | | |
| DETTES | 58 390,24 | 68 511,99 |
| Opérations de change à terme de devises | | |
| Autres | 58 390,24 | 68 511,99 |
| COMPTES FINANCIERS | | |
| Concours bancaires courants | | |
| Emprunts | | |
| TOTAL DU PASSIF | 102 198 935,34 | 114 866 830,57 |

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN au 30/12/2022 (EUR)

| | 30/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|------------|------------|
| OPÉRATIONS DE COUVERTURE | | |
| Engagement sur marchés réglementés ou assimilés | | |
| Engagement sur marché de gré à gré | | |
| Autres engagements | | |
| AUTRES OPÉRATIONS | | |
| Engagement sur marchés réglementés ou assimilés | | |
| Engagement sur marché de gré à gré | | |
| Autres engagements | | |

COMPTE DE RÉSULTAT au 30/12/2022 (EUR)

| | 30/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---------------------|-------------------|
| Produits sur opérations financières | | |
| Produits sur dépôts et sur comptes financiers | 834,17 | |
| Produits sur actions et valeurs assimilées | | |
| Produits sur obligations et valeurs assimilées | 1 124 818,84 | 845 584,84 |
| Produits sur titres de créances | 5 625,00 | |
| Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres | | |
| Produits sur instruments financiers à terme | | |
| Autres produits financiers | | |
| TOTAL (1) | 1 131 278,01 | 845 584,84 |
| Charges sur opérations financières | | |
| Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres | | |
| Charges sur instruments financiers à terme | | |
| Charges sur dettes financières | 940,79 | 3 443,41 |
| Autres charges financières | | |
| TOTAL (2) | 940,79 | 3 443,41 |
| RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2) | 1 130 337,22 | 842 141,43 |
| Autres produits (3) | | |
| Frais de gestion et dotations aux amortissements (4) | 712 803,13 | 813 008,26 |
| RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4) | 417 534,09 | 29 133,17 |
| Régularisation des revenus de l'exercice (5) | 15 105,38 | 40,12 |
| Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6) | | |
| RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6) | 432 639,47 | 29 173,29 |

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts courus.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS**OPC détenus :**

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :*Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :*

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

*Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**Les Swaps :*

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0000441651 - Part COVÉA EURO SPREAD D : Taux de frais maximum de 0,70% TTC.

FR0011066075 - Part COVÉA EURO SPREAD C : Taux de frais maximum de 0,70% TTC.

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS**Affectation des sommes distribuables****Définition des sommes distribuables**

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

| Part(s) | Affectation du résultat net | Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées |
|--------------------------|------------------------------------|--|
| Part COVÉA EURO SPREAD C | Capitalisation | Capitalisation |
| Part COVÉA EURO SPREAD D | Distribution | Capitalisation |

2. EVOLUTION DE L'ACTIF NET au 30/12/2022 (EUR)

| | 30/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE | 114 798 318,58 | 118 729 310,19 |
| Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC) | 9 291 350,23 | 173 343,90 |
| Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC) | -10 128 305,78 | -1 923 345,33 |
| Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers | 10 301,33 | 1 269 144,15 |
| Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers | -3 702 242,18 | -724 904,39 |
| Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme | 30 532,95 | 106 624,14 |
| Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme | -37 297,34 | -76 839,31 |
| Frais de transactions | -252,45 | -218,05 |
| Différences de change | 5 188,15 | 2 747,09 |
| Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers | -8 478 267,81 | -2 581 656,07 |
| Différence d'estimation exercice N | -11 828 590,20 | -3 350 322,39 |
| Différence d'estimation exercice N-1 | 3 350 322,39 | 768 666,32 |
| Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme | | |
| Différence d'estimation exercice N | | |
| Différence d'estimation exercice N-1 | | |
| Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes | | |
| Distribution de l'exercice antérieur sur résultat | -66 314,67 | -205 020,91 |
| Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation | 417 534,09 | 29 133,17 |
| Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes | | |
| Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat | | |
| Autres éléments | | |
| ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE | 102 140 545,10 | 114 798 318,58 |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

| | Montant | % |
|---|----------------------|--------------|
| ACTIF | | |
| OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES | | |
| Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 91 635 097,54 | 89,71 |
| Obligations à taux VAR / REV négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 402 578,13 | 0,40 |
| Obligations convertibles négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 494 048,00 | 0,48 |
| TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES | 92 531 723,67 | 90,59 |
| TITRES DE CRÉANCES | | |
| TOTAL TITRES DE CRÉANCES | | |
| PASSIF | | |
| OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS | | |
| TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS | | |
| HORS-BILAN | | |
| OPÉRATIONS DE COUVERTURE | | |
| TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE | | |
| AUTRES OPÉRATIONS | | |
| TOTAL AUTRES OPÉRATIONS | | |

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

| | Taux fixe | % | Taux variable | % | Taux révisable | % | Autres | % |
|-----------------------------------|---------------|-------|---------------|---|----------------|------|------------|------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | | | |
| Obligations et valeurs assimilées | 92 129 145,54 | 90,20 | | | 402 578,13 | 0,39 | | |
| Titres de créances | | | | | | | | |
| Opérations temporaires sur titres | | | | | | | | |
| Comptes financiers | | | | | | | 352 402,99 | 0,35 |
| PASSIF | | | | | | | | |
| Opérations temporaires sur titres | | | | | | | | |
| Comptes financiers | | | | | | | | |
| HORS-BILAN | | | | | | | | |
| Opérations de couverture | | | | | | | | |
| Autres opérations | | | | | | | | |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

| | < 3 mois | % |]3 mois - 1 an] | % |]1 - 3 ans] | % |]3 - 5 ans] | % | > 5 ans | % |
|-----------------------------------|--------------|------|-----------------|------|---------------|-------|---------------|-------|---------------|-------|
| ACTIF | | | | | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | | | | | |
| Obligations et valeurs assimilées | 3 445 656,66 | 3,37 | 3 706 232,14 | 3,63 | 22 685 106,93 | 22,21 | 31 198 936,08 | 30,55 | 31 495 791,86 | 30,84 |
| Titres de créances | | | | | | | | | | |
| Opérations temporaires sur titres | | | | | | | | | | |
| Comptes financiers | 352 402,99 | 0,35 | | | | | | | | |
| PASSIF | | | | | | | | | | |
| Opérations temporaires sur titres | | | | | | | | | | |
| Comptes financiers | | | | | | | | | | |
| HORS-BILAN | | | | | | | | | | |
| Opérations de couverture | | | | | | | | | | |
| Autres opérations | | | | | | | | | | |

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

| | Devise 1 USD | | Devise 2 | | Devise 3 | | Devise N AUTRE(S) | |
|--|-----------------|------|----------|---|----------|---|----------------------|---|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % |
| ACTIF | | | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | | | |
| Actions et valeurs assimilées | | | | | | | | |
| Obligations et valeurs assimilées | | | | | | | | |
| Titres de créances | | | | | | | | |
| OPC | | | | | | | | |
| Opérations temporaires sur titres | | | | | | | | |
| Créances | | | | | | | | |
| Comptes financiers | 45 974,79 | 0,05 | | | | | | |
| PASSIF | | | | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | | | | | | | | |
| Opérations temporaires sur titres | | | | | | | | |
| Dettes | | | | | | | | |
| Comptes financiers | | | | | | | | |
| HORS-BILAN | | | | | | | | |
| Opérations de couverture | | | | | | | | |
| Autres opérations | | | | | | | | |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

| | Nature de débit/crédit | 30/12/2022 |
|---------------------------------|----------------------------------|-------------------|
| CRÉANCES | | |
| | Coupons et dividendes en espèces | 2 198,63 |
| TOTAL DES CRÉANCES | | 2 198,63 |
| DETTES | | |
| | Frais de gestion fixe | 58 390,24 |
| TOTAL DES DETTES | | 58 390,24 |
| TOTAL DETTES ET CRÉANCES | | -56 191,61 |

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

| | En parts | En montant |
|---|----------------|----------------|
| Part COVÉA EURO SPREAD C | | |
| Parts souscrites durant l'exercice | | |
| Parts rachetées durant l'exercice | | |
| Solde net des souscriptions/rachats | | |
| Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice | 654 000,0000 | |
| Part COVÉA EURO SPREAD D | | |
| Parts souscrites durant l'exercice | 669 530,5695 | 9 291 350,23 |
| Parts rachetées durant l'exercice | -686 667,1450 | -10 128 305,78 |
| Solde net des souscriptions/rachats | -17 136,5755 | -836 955,55 |
| Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice | 6 799 954,5315 | |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

En montant

Part COVÉA EURO SPREAD C

Total des commissions acquises

Commissions de souscription acquises

Commissions de rachat acquises

Part COVÉA EURO SPREAD D

Total des commissions acquises

Commissions de souscription acquises

Commissions de rachat acquises

3.7. FRAIS DE GESTION

30/12/2022

Part COVÉA EURO SPREAD C

Commissions de garantie

Frais de gestion fixes 78 338,61

Pourcentage de frais de gestion fixes 0,70

Rétrocessions des frais de gestion

Part COVÉA EURO SPREAD D

Commissions de garantie

Frais de gestion fixes 634 464,52

Pourcentage de frais de gestion fixes 0,70

Rétrocessions des frais de gestion

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant.

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant.

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

30/12/2022

Titres pris en pension livrée

Titres empruntés

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

30/12/2022

Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine

Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

| | Code ISIN | Libellé | 30/12/2022 |
|-----------------------------------|--------------|-------------------|---------------------|
| Actions | | | |
| Obligations | | | |
| TCN | | | |
| OPC | | | 9 312 610,05 |
| | FR0000931446 | COVÉA MOYEN TERME | 1 459 560,00 |
| | FR0000931412 | COVÉA SÉCURITÉ G | 7 853 050,05 |
| Instruments financiers à terme | | | |
| Total des titres du groupe | | | 9 312 610,05 |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

| | 30/12/2022 | 31/12/2021 |
|----------------------------------|-------------------|------------------|
| Sommes restant à affecter | | |
| Report à nouveau | 15 002,29 | 57 094,78 |
| Résultat | 432 639,47 | 29 173,29 |
| Total | 447 641,76 | 86 268,07 |

| | 30/12/2022 | 31/12/2021 |
|---------------------------------|------------------|-----------------|
| Part COVÉA EURO SPREAD C | | |
| Affectation | | |
| Distribution | | |
| Report à nouveau de l'exercice | | |
| Capitalisation | 45 464,80 | 3 057,13 |
| Total | 45 464,80 | 3 057,13 |

| | 30/12/2022 | 31/12/2021 |
|---------------------------------|-------------------|------------------|
| Part COVÉA EURO SPREAD D | | |
| Affectation | | |
| Distribution | 339 997,73 | 68 170,91 |
| Report à nouveau de l'exercice | 62 179,23 | 15 040,03 |
| Capitalisation | | |
| Total | 402 176,96 | 83 210,94 |

Informations relatives aux parts ouvrant droit à distribution

| | | |
|---|----------------|----------------|
| Nombre de parts | 6 799 954,5315 | 6 817 091,1070 |
| Distribution unitaire | 0,05 | 0,01 |
| Crédit d'impôt | | |
| Crédit d'impôt attachés à la distribution du résultat | | |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

| | 30/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|----------------------|-------------------|
| Sommes restant à affecter | | |
| Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées | | |
| Plus et moins-values nettes de l'exercice | -3 839 790,84 | 574 313,56 |
| Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice | | |
| Total | -3 839 790,84 | 574 313,56 |

| | 30/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|--------------------|------------------|
| Part COVÉA EURO SPREAD C | | |
| Affectation | | |
| Distribution | | |
| Plus et moins-values nettes non distribuées | | |
| Capitalisation | -403 475,85 | 60 124,46 |
| Total | -403 475,85 | 60 124,46 |

| | 30/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|----------------------|-------------------|
| Part COVÉA EURO SPREAD D | | |
| Affectation | | |
| Distribution | | |
| Plus et moins-values nettes non distribuées | | |
| Capitalisation | -3 436 314,99 | 514 189,10 |
| Total | -3 436 314,99 | 514 189,10 |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

| | 31/12/2018 | 31/12/2019 | 31/12/2020 | 31/12/2021 | 30/12/2022 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Actif net Global en EUR | 103 726 505,65 | 117 703 139,75 | 118 729 310,19 | 114 798 318,58 | 102 140 545,10 |
| Part COVÉA EURO SPREAD C en EUR | | | | | |
| Actif net | 11 694 210,71 | 12 169 051,27 | 12 236 224,88 | 12 029 802,98 | 10 734 292,10 |
| Nombre de titres | 654 000,0000 | 654 000,0000 | 654 000,0000 | 654 000,0000 | 654 000,0000 |
| Valeur liquidative unitaire | 17,88 | 18,60 | 18,70 | 18,39 | 16,41 |
| Capitalisation unitaire sur +/- values nettes | -0,18 | 0,33 | -0,12 | 0,09 | -0,61 |
| Capitalisation unitaire sur résultat | 0,18 | 0,11 | 0,04 | | 0,06 |
| Part COVÉA EURO SPREAD D en EUR | | | | | |
| Actif net | 92 032 294,94 | 105 534 088,48 | 106 493 085,31 | 102 768 515,60 | 91 406 253,00 |
| Nombre de titres | 6 164 152,6976 | 6 860 161,0939 | 6 931 239,6962 | 6 817 091,1070 | 6 799 954,5315 |
| Valeur liquidative unitaire | 14,93 | 15,38 | 15,36 | 15,07 | 13,44 |
| Capitalisation unitaire sur +/- values nettes | -0,15 | 0,27 | -0,10 | 0,07 | -0,50 |
| Distribution unitaire sur résultat | 0,15 | 0,10 | 0,03 | 0,01 | 0,05 |
| Crédit d'impôt unitaire | | | | | |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|--------|---------------------|---------------------|-------------|
| Obligations et valeurs assimilées | | | | |
| Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé | | | | |
| ALLEMAGNE | | | | |
| ADIDAS AG 3.0% 21-11-25 | EUR | 100 000 | 99 191,42 | 0,10 |
| ADIDAS AG 3.125% 21-11-29 | EUR | 200 000 | 195 340,30 | 0,19 |
| BASGR 3 1/8 06/29/28 | EUR | 200 000 | 198 340,18 | 0,20 |
| BAYER 0.375% 06-07-24 | EUR | 300 000 | 287 255,88 | 0,29 |
| BAYER 0.75% 06-01-27 | EUR | 300 000 | 267 200,51 | 0,26 |
| COVESTRO AG 0.875% 03-02-26 | EUR | 400 000 | 368 240,74 | 0,36 |
| DEUTSCHE POST AG 1.625% 05-12-28 | EUR | 300 000 | 276 219,33 | 0,27 |
| DEUTSCHE POST AG 2.875% 11/12/2024 | EUR | 100 000 | 100 100,66 | 0,10 |
| EON SE 0.1% 19-12-28 EMTN | EUR | 300 000 | 243 009,33 | 0,23 |
| EON SE 0.875% 08-01-25 EMTN | EUR | 200 000 | 191 539,47 | 0,19 |
| EURO GM 1.5% 18-04-28 EMTN | EUR | 100 000 | 89 639,49 | 0,08 |
| EURO GMBH 1 1.875% 10-06-25 | EUR | 100 000 | 97 188,86 | 0,09 |
| INFINEON TECHNOLOGIES AG 0.625% 17-02-25 | EUR | 300 000 | 283 454,84 | 0,28 |
| KION GROUP AG 1.625% 24-09-25 | EUR | 200 000 | 178 873,32 | 0,17 |
| KNOGR 3 1/4 09/21/27 | EUR | 200 000 | 197 446,05 | 0,19 |
| KNORR BREMSE AG 1.125% 13-06-25 | EUR | 200 000 | 192 146,53 | 0,19 |
| MERCEDESSENZ GROUP AG 0.75% 10-09-30 | EUR | 400 000 | 327 333,21 | 0,33 |
| MERCEDESSENZ GROUP AG 1.125% 06-11-31 | EUR | 200 000 | 161 734,53 | 0,16 |
| SAP SE 0.125% 18-05-26 | EUR | 400 000 | 360 721,07 | 0,35 |
| SCHAEFFLER AG 1.875% 26-03-24 | EUR | 200 000 | 198 828,53 | 0,20 |
| SYMRISE AG 1.25% 29-11-25 | EUR | 300 000 | 285 782,59 | 0,28 |
| VANTAGE TOWERS AG 0.0% 31-03-25 | EUR | 200 000 | 191 570,00 | 0,19 |
| VOLKSWAGEN FINANCIAL SERVICES AG 0.25% 31-01-25 | EUR | 800 000 | 743 358,58 | 0,73 |
| VOLKSWAGEN FINANCIAL SERVICES AG 0.875% 31-01-28 | EUR | 500 000 | 417 954,38 | 0,40 |
| TOTAL ALLEMAGNE | | | 5 952 469,80 | 5,83 |
| AUSTRALIE | | | | |
| TELS 1.125% 14-04-26 EMTN | EUR | 100 000 | 93 292,70 | 0,09 |
| TELSTRA CORPORATION 1.375% 26-03-29 | EUR | 200 000 | 176 519,19 | 0,17 |
| TOTAL AUSTRALIE | | | 269 811,89 | 0,26 |
| AUTRICHE | | | | |
| TELEKOM FINANZMANAGEMENT 1.5% 07-12-26 | EUR | 200 000 | 184 876,92 | 0,18 |
| TOTAL AUTRICHE | | | 184 876,92 | 0,18 |
| BELGIQUE | | | | |
| ALIAxis FINANCE 0.875% 08-11-28 | EUR | 200 000 | 150 063,49 | 0,15 |
| SOLVAY 0.5% 06-09-29 | EUR | 100 000 | 80 062,01 | 0,08 |
| SOLVAY 2.75% 02-12-27 | EUR | 100 000 | 96 508,10 | 0,09 |
| TOTAL BELGIQUE | | | 326 633,60 | 0,32 |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|--------|---------------------|---------------------|-------------|
| CANADA | | | | |
| DAIMLER CANADA FINANCE 3.0% 23-02-27 | EUR | 200 000 | 196 168,97 | 0,19 |
| TOTA CAP 2.125% 18-09-29 EMTN | EUR | 500 000 | 458 692,23 | 0,45 |
| TOTAL CANADA | | | 654 861,20 | 0,64 |
| DANEMARK | | | | |
| COLOPLAST FINANCE BV 2.25% 19-05-27 | EUR | 100 000 | 95 065,64 | 0,09 |
| COLOPLAST FINANCE BV E3R+0.75% 19-05-24 | EUR | 200 000 | 201 692,64 | 0,20 |
| GNDK 0 7/8 11/25/24 | EUR | 500 000 | 450 319,97 | 0,44 |
| TOTAL DANEMARK | | | 747 078,25 | 0,73 |
| ESPAGNE | | | | |
| CAIXABANK 0.625% 01-10-24 EMTN | EUR | 1 900 000 | 1 803 878,22 | 1,77 |
| CAIXABANK 0.75% 18-04-23 EMTN | EUR | 1 000 000 | 1 000 952,47 | 0,98 |
| IBERDROLA FINANZAS SAU 1.0% 07-03-25 | EUR | 200 000 | 191 963,79 | 0,18 |
| IBERDROLA FINANZAS SAU 3.125% 22-11-28 | EUR | 200 000 | 196 609,18 | 0,19 |
| IBERDROLA FINANZAS SAU 3.375% 22-11-32 | EUR | 200 000 | 192 946,71 | 0,19 |
| RED ELECTRICA FINANCIACIONES 1.25% 13-03-27 | EUR | 500 000 | 463 870,99 | 0,46 |
| TELEFONICA EMISIONES SAU 1.447% 22-01-27 | EUR | 500 000 | 465 180,88 | 0,46 |
| TELEFONICA EMISIONES SAU 2.592% 25-05-31 | EUR | 200 000 | 183 543,21 | 0,18 |
| WERFENLIFE 0.5% 28-10-26 | EUR | 300 000 | 260 684,34 | 0,25 |
| TOTAL ESPAGNE | | | 4 759 629,79 | 4,66 |
| ÉTATS-UNIS | | | | |
| 3M 1.5% 02-06-31 EMTN | EUR | 400 000 | 341 298,25 | 0,33 |
| 3M 1.5% 09-11-26 EMTN | EUR | 200 000 | 188 464,05 | 0,18 |
| AAPL 0 11/15/25 | EUR | 300 000 | 275 814,00 | 0,27 |
| ALCON FINANCE 2.375% 31-05-28 | EUR | 200 000 | 185 843,97 | 0,18 |
| APPLE 0.5% 15-11-31 | EUR | 100 000 | 79 333,12 | 0,08 |
| APPLE 2.0% 17-09-27 | EUR | 200 000 | 191 308,56 | 0,19 |
| AT T 0.25% 04-03-26 | EUR | 300 000 | 269 086,21 | 0,26 |
| AT T 2.05% 19-05-32 | EUR | 200 000 | 169 878,33 | 0,16 |
| AT T 2.6% 17-12-29 | EUR | 500 000 | 458 135,48 | 0,45 |
| BECTON DICKINSON AND 0.034% 13-08-25 | EUR | 400 000 | 363 421,28 | 0,36 |
| CA LA 0.125% 09-03-29 | EUR | 300 000 | 246 737,22 | 0,24 |
| CA LA 0.4% 06-05-30 | EUR | 700 000 | 565 562,94 | 0,55 |
| CELANESE US HOLDINGS LLC 4.777% 19-07-26 | EUR | 200 000 | 194 772,46 | 0,20 |
| COMCAST 0.0% 14-09-26 | EUR | 200 000 | 174 539,00 | 0,17 |
| COMCAST 0.25% 14-09-29 | EUR | 300 000 | 238 131,08 | 0,24 |
| DANAHER 2.1% 30-09-26 | EUR | 200 000 | 191 814,15 | 0,18 |
| FORD MOTOR CREDIT 1.514% 17-02-23 | EUR | 500 000 | 503 669,21 | 0,50 |
| HONE INTL 2.25% 22-02-28 | EUR | 200 000 | 191 171,56 | 0,19 |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|--|--------|---------------------|---------------------|-------------|
| HONEYWELL INTL 0.0% 10-03-24 | EUR | 100 000 | 96 269,50 | 0,09 |
| HONEYWELL INTL 0.75% 10-03-32 | EUR | 100 000 | 77 530,88 | 0,07 |
| IBM INTL BUSI 1.75% 07-03-28 | EUR | 200 000 | 184 141,89 | 0,18 |
| IBM INTL BUSINESS MACHINES 0.65% 11-02-32 | EUR | 300 000 | 227 008,64 | 0,22 |
| IBM INTL BUSINESS MACHINES 0.875% 31-01-25 | EUR | 100 000 | 95 708,88 | 0,09 |
| KHC 1 1/2 05/24/24 | EUR | 400 000 | 394 772,19 | 0,39 |
| KO 1 7/8 09/22/26 | EUR | 200 000 | 191 209,22 | 0,19 |
| PPG INDUSTRIES 1.875% 01-06-25 | EUR | 200 000 | 193 164,10 | 0,19 |
| PRAXAIR 1.2% 12-02-24 | EUR | 100 000 | 99 601,99 | 0,10 |
| STRYKER 0.75% 01-03-29 | EUR | 300 000 | 251 672,63 | 0,25 |
| STRYKER CORP 0.25% 03-12-24 | EUR | 100 000 | 93 996,73 | 0,09 |
| TMO 1.45 03/16/27 | EUR | 400 000 | 372 307,89 | 0,37 |
| TOYOTA MOTOR CREDIT 0.125% 05-11-27 | EUR | 200 000 | 169 622,41 | 0,17 |
| TOYOTA MOTOR CREDIT 0.25% 16-07-26 | EUR | 200 000 | 179 328,25 | 0,18 |
| TOYOTA MOTOR CREDIT 0.625% 21-11-24 | EUR | 200 000 | 190 116,26 | 0,18 |
| VERIZON COMMUNICATION 0.375% 22-03-29 | EUR | 300 000 | 242 393,59 | 0,24 |
| VERIZON COMMUNICATION 0.75% 22-03-32 | EUR | 200 000 | 150 091,45 | 0,14 |
| VERIZON COMMUNICATION 0.875% 08-04-27 | EUR | 200 000 | 178 224,52 | 0,17 |
| VERIZON COMMUNICATION 4.25% 31-10-30 | EUR | 300 000 | 305 084,12 | 0,30 |
| VF 0.25% 25-02-28 | EUR | 400 000 | 331 316,79 | 0,33 |
| WAMU BANK 4.5% 17/01/17 - EN DEFAULT DEFAULT | EUR | 3 000 000 | | |
| TOTAL ÉTATS-UNIS | | | 8 852 542,80 | 8,67 |
| FINLANDE | | | | |
| HEMSO TREASURY OYJ 0.0% 19-01-28 | EUR | 500 000 | 376 217,50 | 0,37 |
| NESTE OYJ 0.75% 25-03-28 | EUR | 300 000 | 255 850,68 | 0,25 |
| STORA ENSO OYJ 2.5% 07-06-27 | EUR | 200 000 | 192 131,71 | 0,19 |
| UPM KYMMENE OY 2.25% 23-05-29 | EUR | 200 000 | 183 711,97 | 0,18 |
| TOTAL FINLANDE | | | 1 007 911,86 | 0,99 |
| FRANCE | | | | |
| ADP 1.0% 13-12-27 | EUR | 1 300 000 | 1 143 252,95 | 1,12 |
| AIRBUS GROUP SE 1.375% 09-06-26 | EUR | 200 000 | 187 923,12 | 0,19 |
| AIRBUS GROUP SE 1.625% 09-06-30 | EUR | 400 000 | 352 168,11 | 0,34 |
| AIR LIQ FIN 1.0% 08-03-27 EMTN | EUR | 500 000 | 460 885,79 | 0,45 |
| AIR LIQ FIN 2.875% 16-09-32 | EUR | 200 000 | 190 859,12 | 0,19 |
| ALSTOM 0.125% 27-07-27 | EUR | 300 000 | 260 049,88 | 0,25 |
| ARKEMA 1.5% 20-04-27 EMTN | EUR | 300 000 | 277 317,82 | 0,27 |
| BFCM BANQUE FEDERATIVE CREDIT MUTUEL 0.01% 07-03-25 | EUR | 1 100 000 | 1 017 035,51 | 0,99 |
| BFCM BANQUE FEDERATIVE CREDIT MUTUEL 0.01% 11-05-26 | EUR | 3 000 000 | 2 646 734,79 | 2,59 |
| BFCM BANQUE FEDERATIVE CREDIT MUTUEL 0.625% 03-11-28 | EUR | 600 000 | 489 776,71 | 0,48 |
| BNP PAR 0.25% 13-04-27 EMTN | EUR | 1 200 000 | 1 048 434,08 | 1,03 |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|--------|---------------------|-----------------|-------------|
| BNP PAR 0.5% 30-05-28 EMTN | EUR | 800 000 | 677 961,04 | 0,67 |
| BOUYGUES 1.375% 07-06-27 | EUR | 100 000 | 91 495,60 | 0,09 |
| BOUYGUES 4.625% 07-06-32 | EUR | 300 000 | 307 295,84 | 0,30 |
| BUREAU VERITAS 1.125% 18-01-27 | EUR | 600 000 | 539 377,60 | 0,53 |
| CA 0.375% 20-04-28 EMTN | EUR | 600 000 | 493 215,41 | 0,48 |
| CA 3.375% 28-07-27 EMTN | EUR | 1 000 000 | 980 538,77 | 0,96 |
| CAPGEMINI 2.5% 01-07-2023 | EUR | 500 000 | 505 207,36 | 0,50 |
| CARREFOUR 0.875% 12-06-23 EMTN | EUR | 200 000 | 199 466,88 | 0,19 |
| CARREFOUR 1.0% 17-05-27 EMTN | EUR | 300 000 | 267 559,13 | 0,26 |
| CARREFOUR 4.125% 12-10-28 EMTN | EUR | 200 000 | 201 738,03 | 0,19 |
| CIE FIN 0.375% 07-02-25 EMTN | EUR | 200 000 | 188 829,08 | 0,18 |
| CIE FIN 0.75% 09-09-28 EMTN | EUR | 400 000 | 343 377,42 | 0,33 |
| CIE GEN DES ETS MICHELIN 0.875% 03-09-25 | EUR | 200 000 | 188 326,93 | 0,19 |
| CIE GEN DES ETS MICHELIN 1.75% 03-09-30 | EUR | 200 000 | 180 603,86 | 0,18 |
| COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN 1.625% 10-08-25 | EUR | 200 000 | 191 531,00 | 0,19 |
| COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN 2.125% 10-06-28 | EUR | 200 000 | 185 196,00 | 0,18 |
| DANONE 0.0% 01-12-25 EMTN | EUR | 400 000 | 363 902,00 | 0,35 |
| DASSAULT SYSTEMES 0.125% 16-09-26 | EUR | 300 000 | 266 784,99 | 0,26 |
| DASSAULT SYSTEMES 0.375% 16-09-29 | EUR | 200 000 | 163 894,97 | 0,16 |
| EDENRED 1.375% 10-03-25 | EUR | 200 000 | 192 522,74 | 0,19 |
| EDF 4%10-121125 EMTN | EUR | 600 000 | 608 309,18 | 0,60 |
| ELIS EX HOLDELIS ZCP 06-10-23 | EUR | 16 000 | 494 048,00 | 0,49 |
| ENGIE 0.0% 04-03-27 EMTN | EUR | 300 000 | 256 851,00 | 0,26 |
| ENGIE 3.5% 27-09-29 EMTN | EUR | 300 000 | 295 193,18 | 0,29 |
| FRAN 0.125% 16-03-26 | EUR | 200 000 | 179 983,68 | 0,18 |
| GROUPE DANONE 1.208% 03-11-28 | EUR | 300 000 | 265 306,15 | 0,26 |
| HIME SARLU 0.625% 16-09-28 | EUR | 300 000 | 235 276,93 | 0,23 |
| IMERYS 1.5% 15-01-27 EMTN | EUR | 400 000 | 366 160,74 | 0,36 |
| KERING 0.75% 13-05-28 EMTN | EUR | 200 000 | 176 558,75 | 0,17 |
| KERING 1.25% 05-05-25 EMTN | EUR | 100 000 | 96 468,69 | 0,10 |
| LA POSTE 0.0000010% 18-07-29 | EUR | 400 000 | 308 626,00 | 0,31 |
| LA POSTE 0.625% 21-10-26 EMTN | EUR | 100 000 | 89 097,71 | 0,09 |
| LA POSTE 1.375% 21-04-32 EMTN | EUR | 200 000 | 161 331,30 | 0,16 |
| LEGRAND 0.375% 06-10-31 | EUR | 200 000 | 151 549,88 | 0,15 |
| LEGRAND 0.625% 24-06-28 | EUR | 200 000 | 169 662,96 | 0,16 |
| L'ORÉAL S A 0.375% 29-03-24 | EUR | 1 100 000 | 1 072 732,88 | 1,05 |
| L'ORÉAL S A 0.875% 29-06-26 | EUR | 300 000 | 280 589,20 | 0,27 |
| LVMH MOET HENNESSY 0.125% 11-02-28 | EUR | 600 000 | 516 699,86 | 0,50 |
| ORANGE 0.0% 29-06-26 EMTN | EUR | 600 000 | 531 621,00 | 0,52 |
| ORANGE 1.875% 12-09-30 | EUR | 200 000 | 176 479,96 | 0,17 |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|--------|---------------------|----------------------|--------------|
| ORANGE 2.375% 18-05-32 EMTN | EUR | 200 000 | 182 295,15 | 0,17 |
| ORANGE 3.625% 16-11-31 EMTN | EUR | 200 000 | 197 174,42 | 0,19 |
| PERNOD RICARD 0.125% 04-10-29 | EUR | 100 000 | 79 409,16 | 0,08 |
| PERNOD RICARD 1.125% 07-04-25 | EUR | 100 000 | 95 860,27 | 0,10 |
| PERNOD RICARD 1.5% 18-05-26 | EUR | 200 000 | 189 179,41 | 0,18 |
| PERNOD RICARD 3.25% 02-11-28 | EUR | 200 000 | 197 277,11 | 0,19 |
| PERNOD RICARD 3.75% 02-11-32 | EUR | 200 000 | 199 181,97 | 0,20 |
| RTEFRA 0 09/09/27 | EUR | 500 000 | 419 860,00 | 0,41 |
| S 0.5% 13-01-27 EMTN | EUR | 200 000 | 180 524,60 | 0,17 |
| S 1.5% 22-09-25 EMTN | EUR | 300 000 | 288 020,36 | 0,28 |
| SANOFI 1.375% 21-03-30 EMTN | EUR | 300 000 | 264 679,29 | 0,26 |
| SCHNEIDER ELECTRIC SE 0.25% 11-03-29 | EUR | 200 000 | 168 504,22 | 0,16 |
| SCHNEIDER ELECTRIC SE 0.875% 13-12-26 | EUR | 300 000 | 272 779,03 | 0,26 |
| SG 1.5% 30-05-25 EMTN | EUR | 2 000 000 | 1 954 727,81 | 1,92 |
| SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES PARIS RHIN RHONE 1.25% 18-01-28 | EUR | 200 000 | 181 324,26 | 0,18 |
| SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES PARIS RHIN RHONE 1.875% 03-01-29 | EUR | 200 000 | 183 508,00 | 0,18 |
| SOCIÉTÉ NATLE SNCF 3.125% 02-11-27 | EUR | 300 000 | 296 780,47 | 0,29 |
| SUEZ 1.0% 03-04-25 EMTN | EUR | 200 000 | 191 037,85 | 0,19 |
| SUEZ 1.875% 24-05-27 EMTN | EUR | 700 000 | 642 044,79 | 0,63 |
| SUEZ SACA 4.625% 03-11-28 EMTN | EUR | 200 000 | 203 505,89 | 0,20 |
| SUEZ SACA 5.0% 03-11-32 EMTN | EUR | 200 000 | 205 931,23 | 0,20 |
| SUFP 0 7/8 03/11/25 | EUR | 200 000 | 191 777,77 | 0,19 |
| TECHNIP ENERGIES NV 1.125% 28-05-28 | EUR | 500 000 | 409 247,91 | 0,40 |
| TÉLÉPERFORMANCE | EUR | 400 000 | 327 844,11 | 0,32 |
| TEREGA 0.625% 27-02-28 | EUR | 500 000 | 415 434,11 | 0,40 |
| THALES SA | EUR | 200 000 | 177 334,00 | 0,18 |
| TOTA CAP 0.75% 12-07-28 EMTN | EUR | 500 000 | 432 535,45 | 0,42 |
| TOTAL CAPITAL INTL 0.625% 04-10-24 | EUR | 500 000 | 478 386,61 | 0,47 |
| UBISOFT 1.289% 30-01-23 | EUR | 800 000 | 808 113,19 | 0,79 |
| UBISOFT ENTERTAINMENT SA | EUR | 400 000 | 307 920,88 | 0,31 |
| VALEO 1.5% 18-06-25 EMTN | EUR | 200 000 | 186 784,62 | 0,18 |
| VEOL 1.59% 10-01-28 EMTN | EUR | 500 000 | 459 285,03 | 0,45 |
| VEOLIA ENVIRONNEMENT 0.0% 14-01-27 | EUR | 300 000 | 259 543,50 | 0,26 |
| VERALLIA SASU 1.625% 14-05-28 | EUR | 300 000 | 262 454,34 | 0,26 |
| VINCI 3.375% 17-10-32 EMTN | EUR | 200 000 | 194 458,47 | 0,19 |
| WORLDLINE 0.25% 18-09-24 | EUR | 1 200 000 | 1 136 349,45 | 1,11 |
| TOTAL FRANCE | | | 33 676 884,31 | 32,97 |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|--------|---------------------|---------------------|-------------|
| IRLANDE | | | | |
| FRESENIUS FINANCE IRELAND 0.5% 01-10-28 | EUR | 500 000 | 391 021,34 | 0,38 |
| SMURFIT KAPPA ACQUISITIONS 2.875% 15-01-26 | EUR | 500 000 | 491 443,33 | 0,48 |
| VODAFONE INTL FINANCING DAC 3.25% 02-03-29 | EUR | 200 000 | 193 826,86 | 0,19 |
| TOTAL IRLANDE | | | 1 076 291,53 | 1,05 |
| ITALIE | | | | |
| ACEA 1.0% 24-10-26 EMTN | EUR | 300 000 | 265 780,56 | 0,26 |
| ASTM 1.0% 25-11-26 EMTN | EUR | 300 000 | 257 201,55 | 0,25 |
| DAVIDE CAMPARI MILANO 1.25% 06-10-27 | EUR | 500 000 | 433 661,47 | 0,42 |
| ENI 0.375% 14-06-28 EMTN | EUR | 800 000 | 661 276,49 | 0,65 |
| FERRARI NV 1.5% 27-05-25 | EUR | 800 000 | 764 477,75 | 0,75 |
| FNM 0.75% 20-10-26 EMTN | EUR | 400 000 | 336 016,44 | 0,33 |
| HERA 0.875% 14-10-26 EMTN | EUR | 200 000 | 179 027,36 | 0,18 |
| ISPIM 2 1/8 08/30/23 | EUR | 1 000 000 | 1 004 430,62 | 0,98 |
| SNAM 0.75% 20-06-29 EMTN | EUR | 200 000 | 163 609,59 | 0,16 |
| SNAM 3.375% 05-12-26 EMTN | EUR | 200 000 | 195 886,30 | 0,19 |
| TRASMISSIONE ELETTRICITA RETE NAZIONALE 1.375% 26-07-27 | EUR | 300 000 | 272 566,52 | 0,27 |
| UNICR 2.0% 04-03-23 EMTN | EUR | 2 000 000 | 2 032 524,66 | 1,99 |
| TOTAL ITALIE | | | 6 566 459,31 | 6,43 |
| JAPON | | | | |
| ASAHI BREWERIES 0.336% 19-04-27 | EUR | 400 000 | 344 927,69 | 0,34 |
| NIDEC 0.046% 30-03-26 | EUR | 300 000 | 268 120,98 | 0,26 |
| TOTAL JAPON | | | 613 048,67 | 0,60 |
| LUXEMBOURG | | | | |
| ARCELLOR MITTAL 1.75% 19-11-25 | EUR | 300 000 | 283 685,26 | 0,28 |
| CCEP FINANCE IRELAND DAC 0.5% 06-09-29 | EUR | 300 000 | 243 018,04 | 0,24 |
| DANFOSS FINANCE I BV 0.125% 28-04-26 | EUR | 200 000 | 176 438,23 | 0,17 |
| DANFOSS FINANCE I BV 0.375% 28-10-28 | EUR | 300 000 | 241 700,51 | 0,24 |
| DH EUROPE FINANCE II SARL 0.75% 18-09-31 | EUR | 400 000 | 312 311,45 | 0,30 |
| EUROFINS SCIENTIFIC 2.125% 25-07-24 | EUR | 300 000 | 296 764,95 | 0,29 |
| EUROFINS SCIENTIFIC SE 4.0% 06-07-29 | EUR | 200 000 | 200 458,55 | 0,20 |
| HOLCIM FINANCE REGS 0.5% 29-11-26 | EUR | 500 000 | 439 469,73 | 0,43 |
| MEDTRONIC GLOBAL HOLDINGS SCA 3.0% 15-10-28 | EUR | 200 000 | 194 876,59 | 0,19 |
| MEDTRONIC GLOBAL HOLDINGS SCA 3.125% 15-10-31 | EUR | 600 000 | 572 516,47 | 0,56 |
| NESNVX 0 3/8 05/12/32 | EUR | 200 000 | 151 385,93 | 0,15 |
| NESTLE FIN 0.875% 29-03-27 | EUR | 200 000 | 183 760,47 | 0,18 |
| NESTLE FIN 3.0% 15-03-28 EMTN | EUR | 200 000 | 198 252,48 | 0,19 |
| NESTLE FIN 3.25% 15-01-31 | EUR | 200 000 | 197 127,72 | 0,20 |
| NOVA FINA 1.625% 09-11-26 | EUR | 300 000 | 283 253,59 | 0,28 |
| NOVO NORDISK FINANCE NETHERLANDS BV 0.125% 04-06-28 | EUR | 200 000 | 167 986,89 | 0,16 |
| NOVO NORDISK FINANCE NETHERLANDS BV 0.75% 31-03-25 | EUR | 200 000 | 189 900,47 | 0,19 |
| NOVO NORDISK FINANCE NETHERLANDS BV 1.125% 30-09-27 | EUR | 100 000 | 90 504,81 | 0,08 |
| REPSOL EUROPE FINANCE SARL 0.375% 06-07-29 | EUR | 600 000 | 483 302,75 | 0,47 |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|--|--------|---------------------|---------------------|-------------|
| SES 3.5% 14-01-29 EMTN | EUR | 100 000 | 92 852,58 | 0,09 |
| SES SOCIETE EUROPEAN DES TELLITES 0.875% 04-11-27 | EUR | 100 000 | 83 463,34 | 0,08 |
| TYCO ELECTRONICS GROUP 0.0% 14-02-25 | EUR | 200 000 | 185 626,00 | 0,18 |
| TYCO ELECTRONICS GROUP 0.0% 16-02-29 | EUR | 200 000 | 156 016,00 | 0,15 |
| WHIRLPOOL FINANCE LU 1.25% 02-11-26 | EUR | 600 000 | 543 808,97 | 0,54 |
| TOTAL LUXEMBOURG | | | 5 968 481,78 | 5,84 |
| NORVÈGE | | | | |
| AKER BP A 1.125% 12-05-29 EMTN | EUR | 500 000 | 407 589,49 | 0,40 |
| TELENOR AS 0.25% 14-02-28 EMTN | EUR | 500 000 | 419 876,16 | 0,41 |
| TOTAL NORVÈGE | | | 827 465,65 | 0,81 |
| PAYS-BAS | | | | |
| ABB FINANCE B V 0.0% 19-01-30 | EUR | 200 000 | 152 987,00 | 0,15 |
| ABB FINANCE B V E3R+0.7% 31-03-24 | EUR | 200 000 | 200 885,49 | 0,20 |
| AGCO INTL HOLDINGS BV 0.8% 06-10-28 | EUR | 200 000 | 163 941,14 | 0,16 |
| AKZANA 1 1/8 04/08/26 | EUR | 200 000 | 185 921,38 | 0,19 |
| AKZO NOBEL NV 1.5% 28-03-28 | EUR | 200 000 | 180 454,59 | 0,18 |
| AMERICAN MEDICAL SYSTEMS EUROPE BV 0.75% 08-03-25 | EUR | 200 000 | 188 935,99 | 0,18 |
| AMERICAN MEDICAL SYSTEMS EUROPE BV 1.375% 08-03-28 | EUR | 200 000 | 178 637,81 | 0,18 |
| BASF FIN EU 0.75% 10-11-26 | EUR | 300 000 | 276 283,38 | 0,28 |
| BMW 1 01/21/25 | EUR | 300 000 | 290 477,05 | 0,29 |
| BMW FIN 0.375% 14-01-27 EMTN | EUR | 600 000 | 537 814,19 | 0,53 |
| DAIMLER INTL FINANCE BV 0.85% 28-02-25 | EUR | 500 000 | 479 962,95 | 0,47 |
| DAIMLER TRUCK INTL FI 1.625% 06-04-27 | EUR | 100 000 | 91 706,96 | 0,09 |
| DE BAH 0.75% 02-03-26 EMTN | EUR | 200 000 | 187 559,64 | 0,19 |
| DE BAHN FIN 1.625% 16-08-33 | EUR | 800 000 | 654 866,30 | 0,64 |
| DEUTSCHE TELEKOM INTERN FINANCE BV 1.375% 30-01-27 | EUR | 400 000 | 375 715,15 | 0,36 |
| DEUTSCHE TELEKOM INTERN FINANCE BV 2.0% 01-12-29 | EUR | 400 000 | 361 581,29 | 0,36 |
| DIAGO CAP BV 1.5% 08-06-29 | EUR | 300 000 | 269 590,77 | 0,26 |
| ENEL FINANCE INTL NV 0.0% 17-06-27 | EUR | 200 000 | 169 022,00 | 0,17 |
| ENEL FINANCE INTL NV 0.0% 28-05-26 | EUR | 200 000 | 176 219,00 | 0,17 |
| ENEL FINANCE INTL NV 0.25% 17-11-25 | EUR | 400 000 | 363 654,77 | 0,35 |
| EON INTL FINANCE BV 1.25% 19-10-27 | EUR | 300 000 | 272 874,82 | 0,27 |
| EURONEXT NV 0.125% 17-05-26 | EUR | 800 000 | 703 456,88 | 0,69 |
| HEIANA 2 1/4 03/30/30 | EUR | 400 000 | 371 829,45 | 0,36 |
| HEINEK 1.0% 04-05-26 EMTN | EUR | 200 000 | 185 510,99 | 0,18 |
| HM FINANCE BV 0.25% 25-08-29 | EUR | 400 000 | 302 092,90 | 0,30 |
| IBER INT 1.125% 21-04-26 EMTN | EUR | 200 000 | 188 484,25 | 0,18 |
| JDE PEET S BV 0.0% 16-01-26 | EUR | 200 000 | 177 524,00 | 0,17 |
| KONINKLIJKE AHOLD DELHAIZE NV 1.75% 02-04-27 | EUR | 500 000 | 470 136,44 | 0,46 |
| LINDE FINANCE BV 0.55% 19-05-32 | EUR | 700 000 | 541 079,48 | 0,53 |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|--------|---------------------|----------------------|--------------|
| NV LUCHTHAVEN SCHIPHOL 0.0% 22-04-25 | EUR | 200 000 | 182 778,00 | 0,18 |
| NV LUCHTHAVEN SCHIPHOL 0.875% 08-09-32 | EUR | 500 000 | 370 587,40 | 0,37 |
| RELX FIIN BV 1.375% 12-05-26 | EUR | 300 000 | 280 957,62 | 0,28 |
| ROSW 0 7/8 02/25/25 | EUR | 200 000 | 194 816,89 | 0,19 |
| SHELL INTL FINANCE BV 0.125% 08-11-27 | EUR | 300 000 | 255 677,03 | 0,26 |
| SHELL INTL FINANCE BV 1.5% 07-04-28 | EUR | 300 000 | 274 359,60 | 0,26 |
| SIEGR 2 1/4 03/10/25 | EUR | 200 000 | 197 390,47 | 0,19 |
| SIEMENS FINANCIERINGSMAATNV 0.625% 25-02-27 | EUR | 200 000 | 180 374,49 | 0,17 |
| SIEMENS FINANCIERINGSMAATNV 1.0% 25-02-30 | EUR | 300 000 | 257 607,88 | 0,25 |
| SIEMENS FINANCIERINGSMAATNV 3.0% 08-09-33 | EUR | 300 000 | 285 960,43 | 0,28 |
| SIKA CAPITAL BV 0.875% 29-04-27 | EUR | 200 000 | 178 570,84 | 0,18 |
| SIKA CAPITAL BV 1.5% 29-04-31 | EUR | 200 000 | 167 712,58 | 0,16 |
| STELLANTIS NV 0.625% 30-03-27 | EUR | 400 000 | 346 646,96 | 0,34 |
| STELLANTIS NV 3.375% 07-07-23 | EUR | 300 000 | 305 485,15 | 0,29 |
| TENNET HOLDING BV 0.125% 30-11-32 | EUR | 200 000 | 137 049,29 | 0,14 |
| TENNET HOLDING BV 0.875% 03-06-30 | EUR | 200 000 | 162 510,03 | 0,16 |
| TENNET HOLDING BV 3.875% 28-10-28 | EUR | 200 000 | 201 909,60 | 0,19 |
| TENNET HOLDING BV 4.25% 28-04-32 | EUR | 200 000 | 205 216,27 | 0,20 |
| THERMO FISHER SCIENTIFIC FINANCE I BV 0.0% 18-11-25 | EUR | 200 000 | 181 115,00 | 0,17 |
| UNILEVER FINANCE NETHERLANDS BV 0.75% 28-02-26 | EUR | 200 000 | 185 980,86 | 0,18 |
| UNILEVER NV 1.125% 12-02-27 | EUR | 200 000 | 185 027,42 | 0,18 |
| UNKNOWN FICTIF 1.25% 06-04-25 | EUR | 100 000 | 95 603,01 | 0,09 |
| VESTAS WIND SYSTEMS FINANCE BV 1.5% 15-06-29 | EUR | 200 000 | 177 497,44 | 0,17 |
| VITERRA FINANCE BV 0.375% 24-09-25 | EUR | 200 000 | 178 400,53 | 0,17 |
| VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 3.25% 18-11-30 | EUR | 200 000 | 183 231,18 | 0,18 |
| VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 3.75% 28-09-27 | EUR | 300 000 | 291 810,23 | 0,29 |
| VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 4.125% 15-11-25 | EUR | 200 000 | 200 262,53 | 0,19 |
| VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 4.25% 15-02-28 | EUR | 200 000 | 196 748,10 | 0,20 |
| VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 4.375% 15-05-30 | EUR | 200 000 | 195 023,66 | 0,19 |
| WABTEC TRANSPORTATION NETHERLANDS BV 1.25% 03-12-27 | EUR | 300 000 | 255 327,49 | 0,25 |
| TOTAL PAYS-BAS | | | 15 210 844,04 | 14,89 |
| ROYAUME-UNI | | | | |
| BP CA 1.953% 03-03-25 EMTN | EUR | 200 000 | 196 507,62 | 0,19 |
| BP CAP MK 1.231% 08-05-31 EMTN | EUR | 500 000 | 406 404,62 | 0,40 |
| BPLN 2.972 27/02/2026 | EUR | 100 000 | 100 993,16 | 0,10 |
| BRITISH TEL 0.5% 12-09-25 EMTN | EUR | 200 000 | 183 341,59 | 0,18 |
| BRITISH TEL 1.0% 21-11-24 EMTN | EUR | 100 000 | 95 035,31 | 0,09 |
| BRITISH TEL 1.5% 23-06-27 EMTN | EUR | 200 000 | 181 061,52 | 0,18 |
| CASA LONDON 0.5% 24-06-24 EMTN | EUR | 1 400 000 | 1 346 203,37 | 1,32 |
| DGELN 2 3/8 05/20/26 | EUR | 100 000 | 98 207,06 | 0,09 |

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|--|--------|---------------------|-----------------------|---------------|
| DIAGEO FINANCE 1.875% 27-03-27 | EUR | 200 000 | 190 780,26 | 0,18 |
| EAS 1.75% 09-02-23 EMTN | EUR | 100 000 | 101 349,60 | 0,09 |
| EASYJET 1.125% 18-10-23 EMTN | EUR | 200 000 | 196 641,66 | 0,20 |
| LINDE 1.0% 31-03-27 EMTN | EUR | 200 000 | 183 558,29 | 0,18 |
| TESCO CORPORATE TREASURY SERVICES 0.375% 27-07-29 | EUR | 200 000 | 154 897,77 | 0,16 |
| TESCO CORPORATE TREASURY SERVICES 0.875% 29-05-26 | EUR | 300 000 | 272 865,00 | 0,27 |
| VODA 2.2% 25-08-26 EMTN | EUR | 400 000 | 383 278,36 | 0,38 |
| TOTAL ROYAUME-UNI | | | 4 091 125,19 | 4,01 |
| SUÈDE | | | | |
| MOLNLYCKE HOLDING AB 1.875% 28-02-25 | EUR | 200 000 | 193 811,66 | 0,19 |
| SECURITAS AB 0.25% 22-02-28 | EUR | 800 000 | 621 938,03 | 0,61 |
| TELE2 AB 2.125% 15-05-28 EMTN | EUR | 200 000 | 182 975,01 | 0,18 |
| TELIASONERA AB 3% 07/09/2027 | EUR | 300 000 | 293 725,09 | 0,29 |
| VATTENFALL AB 0.05% 15-10-25 | EUR | 500 000 | 452 857,29 | 0,44 |
| TOTAL SUÈDE | | | 1 745 307,08 | 1,71 |
| TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé | | | 92 531 723,67 | 90,59 |
| TOTAL Obligations et valeurs assimilées | | | 92 531 723,67 | 90,59 |
| Organismes de placement collectif | | | | |
| OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays | | | | |
| FRANCE | | | | |
| COVEA MOYEN TERME | EUR | 6 000 | 1 459 560,00 | 1,43 |
| COVEA SÉCURITÉ G | EUR | 35 850 | 7 853 050,05 | 7,69 |
| TOTAL FRANCE | | | 9 312 610,05 | 9,12 |
| TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays | | | 9 312 610,05 | 9,12 |
| TOTAL Organismes de placement collectif | | | 9 312 610,05 | 9,12 |
| Créances | | | 2 198,63 | |
| Dettes | | | -58 390,24 | -0,06 |
| Comptes financiers | | | 352 402,99 | 0,35 |
| Actif net | | | 102 140 545,10 | 100,00 |

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités **économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement n'établit pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable?

| ●● <input type="checkbox"/> Oui | ●● <input checked="" type="checkbox"/> Non |
|---|--|
| <p><input type="checkbox"/> Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental: N/A</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <input type="checkbox"/> dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <p><input type="checkbox"/> il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social : N/A</p> | <p><input type="checkbox"/> Il promouvait des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une proportion minimale de N/A d'investissements durables</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <input type="checkbox"/> ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <input type="checkbox"/> ayant un objectif social <p><input checked="" type="checkbox"/> Il promouvait des caractéristiques E/S, mais ne réalisera pas d'investissements durables</p> |



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales et sociales promues par le produit ont été atteintes.

Ce produit utilise les indicateurs de durabilité suivants pour mesurer la manière dont ses caractéristiques environnementales ou sociales sont atteintes :

1. La part de producteurs de pétrole et gaz non-conventionnels (conformément à la définition, seuils et paliers précisés dans la politique d'exclusion de Covéa Finance) dans les investissements en direct du produit.

2. La part d'entreprises dont une partie de l'activité est liée au charbon (hors énergéticiens et conformément à la définition, seuils et paliers définis dans la politique d'exclusion de Covéa Finance) dans les investissements en direct du produit.

L'application de la politique d'exclusion de Covéa Finance a permis d'exclure de l'univers d'investissement de ce produit les producteurs de pétrole et gaz non-conventionnels qui ne répondaient pas aux critères définis dans cette politique. Elle a également permis d'exclure les entreprises dont une partie de l'activité est liée au charbon (hors énergéticiens) conformément à cette même politique.

Ces caractéristiques environnementales sont ainsi atteintes.

3. La note ESG moyenne du portefeuille de titres détenus en direct par le produit (par rapport à la note de l'univers de départ).

Ce produit suit une approche en "amélioration de note ESG" grâce à la méthodologie de notation actuellement en vigueur, permettant de noter l'ensemble des émetteurs présents en position et dans l'univers d'investissement du produit. Au 31/12/22, sa note ESG moyenne était supérieure à celle de son univers d'investissement. Cette caractéristique environnementale est ainsi atteinte.

4. La part des obligations ESG (ex. vertes, sociales, durables, Sustainability-Linked Bonds) dans les investissements directs en titres de créance du produit (stock).

En lien avec la philosophie d'investissement du produit qui souhaite également appuyer ses convictions ESG au travers d'investissements spécifiques, les obligations ESG (ex. verts, sociales, durables, Sustainability-Linked Bonds) ont représenté 15% de ses investissements directs en titres de créance au 30/12/2022.

5. La part d'Etats (et assimilés) ayant ratifié (ou équivalent) l'Accord de Paris dans les investissements directs du produit.

Au 31/12/22, l'intégralité des investissements souverains a été réalisée dans des titres de dette émis par des Etats ayant ratifié (ou assimilé) l'Accord de Paris.

6. L'intensité carbone par habitant moyenne des Etats (et assimilés) émetteurs de dette souveraine dans laquelle le produit est investi.

L'intensité carbone moyenne par habitant des Etats devient une information particulièrement suivie par les équipes de gestion afin de pouvoir identifier la dynamique des Etats année après année et la prendre en compte dans la surpondération de certains investissements souverains.

7. L'indice d'inégalité moyen entre les hommes et les femmes (Gender Inequality Index) des Etats (et assimilés) émetteurs de dette souveraine dans laquelle le produit est investi.

Au 31/12/22, les investissements souverains du produit étaient majoritairement effectués dans des titres de dette émis par des Etats classés au minimum au sein de la deuxième catégorie du Gender Inequality Index ("High human development").

8. Le nombre moyen de brevets déposés annuellement dans les Etats (et assimilés) émetteurs de dette souveraine dans laquelle le produit est investi.

Au 31/12/22, les investissements souverains du produit ont privilégié les Etats ayant déposé annuellement un nombre de brevets parmi les plus élevés du monde.

Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?

| Indicateurs de durabilité | 30/12/2022 |
|---|------------|
| Part des entreprises exposés au pétrole et gaz non conventionnel | 0,0% |
| Part des entreprises exposés au charbon (hors énergéticiens) | 0,0% |
| Part des obligations ESG (ex. vertes, sociales, durables, Sustainability-Linked Bonds) dans les investissements directs en titres de créance du produit (stock) | 15,5% |
| Part d'Etats (et assimilés) ayant ratifié (ou équivalent) l'Accord de Paris dans les investissements directs du produit | 100,0% |
| Intensité carbone par habitant moyenne des Etats (et assimilés) émetteurs de dette souveraine dans laquelle le produit est investi (tonnes CO2 / habitant) | 3,817 |
| Indice d'inégalité moyen entre les hommes et les femmes ("Gender Inequality Index" des Nations Unies) des Etats (et assimilés) émetteurs de dette souveraine dans laquelle le produit est investi | 0,083 |
| Nombre moyen de brevets déposés annuellement dans les Etats (et assimilés) émetteurs de dette souveraine dans laquelle le produit est investi | 49 115 |
| Note moyenne ESG du portefeuille | 0,53 |
| Note moyenne ESG de l'univers | 0,48 |

Sources : Covéa Finance, ISS, Urgewald, UNCT, UNDP, IEA, WIPO

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s’applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l’Union européenne en matière d’activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l’Union en matière d’activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

Conformément aux informations présentes dans l’annexe précontractuelle du produit, celui n’a pas pris en compte les PAI au titre de l’exercice 2022.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

| Nom de l'émetteur | Secteur | % actifs | Pays |
|--------------------------|-------------------------------|----------|---------|
| COVEA SECURITE G | Autres | 8,00% | FRANCE |
| BFCM 0.01% 11/05/2026 | Finance | 3,00% | FRANCE |
| UCGIM 2% 04/03/2023 | Finance | 2,00% | ITALIE |
| SOCGEN TF/TV 30/05/2025 | Finance | 2,00% | FRANCE |
| CABKSM 0.625% 01/10/2024 | Finance | 2,00% | ESPAGNE |
| COVEA MOYEN TERME | Autres | 1,00% | FRANCE |
| ACAFP 0.5% 24/06/2024 | Finance | 1,00% | FRANCE |
| ADPFP 1% 13/12/2027 | Industrie | 1,00% | FRANCE |
| WLNFP 0.25% 18/09/2024 | Technologies de l'information | 1,00% | FRANCE |
| ORFP 0.375% 29/03/2024 | Biens de consommation de Base | 1,00% | FRANCE |
| BNP TF/TV 13/04/2027 | Finance | 1,00% | FRANCE |
| BFCM 0.01% 07/03/2025 | Finance | 1,00% | FRANCE |
| ISPIM 2.125% 30/08/2023 | Finance | 1,00% | ITALIE |
| CABKSM 0.75% 18/04/2023 | Finance | 1,00% | ESPAGNE |
| ACAFP 3.375% 28/07/2027 | Finance | 1,00% | FRANCE |

Hors dérivés



Quelle était la proportion d’investissements liés à la durabilité?

Quelle était l’allocation des actifs?

constituant la plus grande proportion d’investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir:

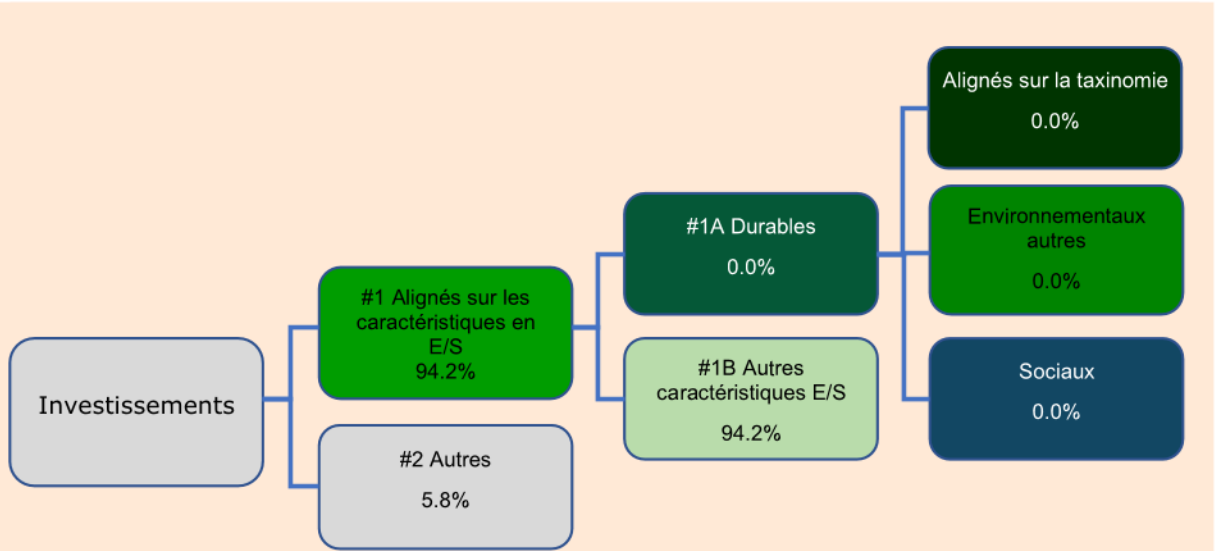
L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage:

- **du chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements;

- **des dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple;

- **des dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

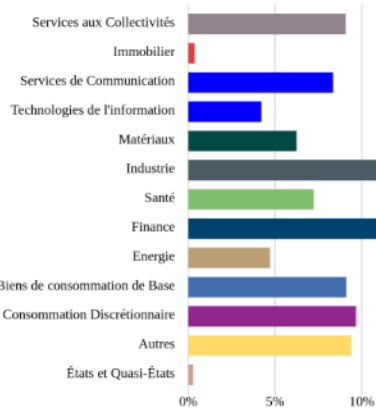
La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend:

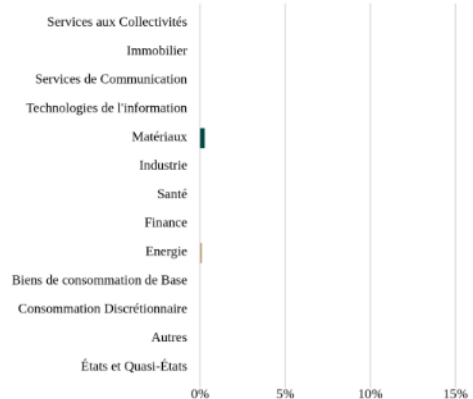
- la sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux;
- la sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?

Exposition sectorielle – Répartition globale



Exposition sectorielle – Combustibles fossiles



Hors dérivés

Sources : Covéa Finance, ISS

| Sous secteurs GICS 2 | Répartition Globale | Combustibles fossiles |
|--|---------------------|-----------------------|
| Energie | 4,72% | 0,00% |
| Matériaux | 6,24% | 0,00% |
| Biens d'équipement | 7,46% | 0,00% |
| Services Commerciaux et Professionnels | 2,22% | 0,00% |

| | | |
|---|--------|-------|
| Transports | 4,80% | 0,00% |
| Automobiles et composants automobiles | 7,46% | 0,00% |
| Biens de Consommation Durables et Habillement | 2,21% | 0,00% |
| Services Consommateurs | 0,00% | 0,00% |
| Vente au détail | 0,00% | 0,00% |
| Vente au Détail de Produits Alimentaires et de Produits de Première Nécessité | 1,53% | 0,00% |
| Produits Alimentaires, Boissons et Tabac | 5,89% | 0,00% |
| Produits Domestiques et de Soins Personnel | 1,69% | 0,00% |
| Équipement et Services de santé | 3,60% | 0,00% |
| Sciences Pharmaceutiques, Biotechnologiques et Biologiques | 3,64% | 0,28% |
| Banques | 16,15% | 0,00% |
| Services Financiers Diversifiés | 0,69% | 0,00% |
| Assurance | 0,00% | 0,00% |
| Logiciels et Services | 3,07% | 0,00% |
| Matériel et Équipement Liés Aux Technologies de l'Information | 0,87% | 0,00% |
| Semi-conducteurs et Équipement de Semi-conducteurs | 0,28% | 0,00% |
| Services de Télécommunication | 6,68% | 0,15% |
| Médias et Divertissements | 1,67% | 0,00% |
| Services aux Collectivités | 9,07% | 0,00% |
| Immobilier | 0,37% | 0,00% |
| Autres | 9,41% | 0,00% |
| États et Quasi-États | 0,29% | 0,00% |

Hors dérivés

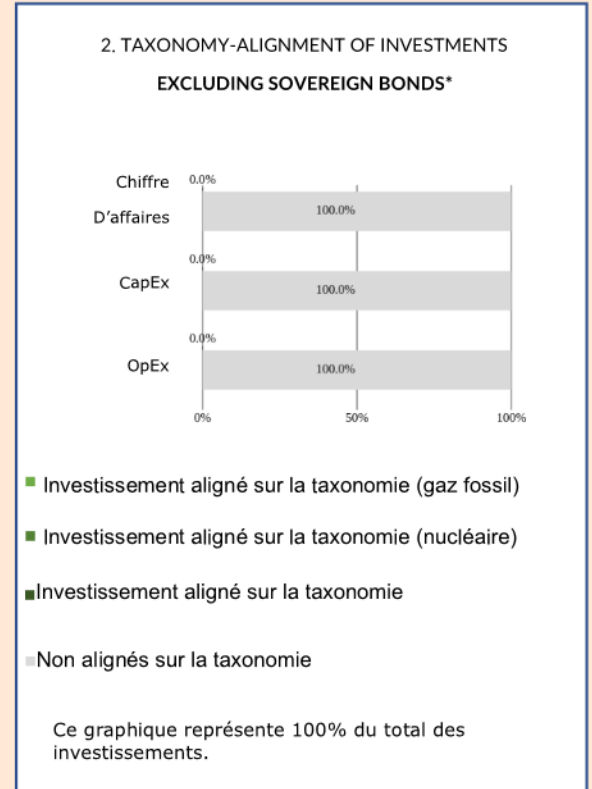
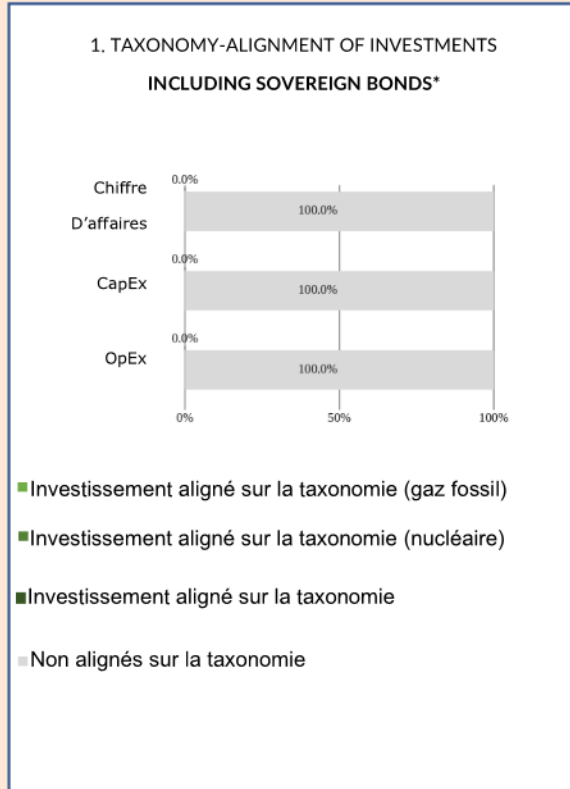


Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxonomie de l'UE?

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions bas-carbone et qui entre autres ont des niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondant à la meilleure performance.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les «obligations souveraines» comprennent toutes les expositions souveraines

Covéa Finance ne calcule pas la part d'alignement à la Taxonomie pour 2022.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité et existait-il des garanties environnementales ou sociales minimales?

Les investissements inclus dans la catégorie « #2 Autres » ont été les suivants :

- les liquidités (détenues à titre accessoire pour répondre à l'objectif de gestion) ;
- les dépôts (peuvent être utilisés afin de rémunérer la trésorerie) ;
- les OPC (hors part des éventuels investissements en catégorie #1B de la SICAV monétaire Covéa Sécurité) ;
- les instruments dérivés ;
- les investissements qui n'ont pas fait l'objet d'une notation ESG.

Les instruments dérivés sont utilisés dans une logique de couverture, d'exposition ou d'arbitrage. Ces instruments font partie du processus d'investissement en raison de leur liquidité et de leur rapport coût/efficacité.

Il n'existe pas de garanties environnementales ou sociales minimales applicables à ces instruments. Cela étant, ils peuvent faire l'objet d'une appréciation ESG.



Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Les mesures ci-dessous ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales :

1. L'application de la politique d'exclusion normative et sectorielle de la Société de gestion et en particulier l'exclusion des émetteurs privés liés aux énergies non-conventionnelles (ex. pétrole, gaz de schiste) ou au charbon (sauf producteurs d'énergie).

Covéa Finance dispose d'un processus opérationnel lui permettant de pouvoir gérer sa politique d'exclusion construite et revue annuellement avec les équipes Recherche, Gestion et Conformité applicable à l'ensemble des portefeuilles. Les listes d'exclusion sont rafraîchies chaque trimestre afin d'identifier les éventuels émetteurs à exclure au sein des portefeuilles. Une méthodologie spécifique permettant la sortie des émetteurs en position nouvellement soumis à exclusion a été définie et implémentée afin que l'ensemble des portefeuilles reflète la philosophie globale de Covéa Finance sur ces sujets.

2. La notation extra-financière (« notation ESG ») des émetteurs se base sur une notation interne réalisée par l'équipe de Recherche interne selon une approche *best in universe*, consistant à privilégier les émetteurs les mieux notés d'un point de vue extra-financier indépendamment de leur secteur d'activité.

L'ensemble des équipes de gestion bénéficient de la méthodologie de notation ESG mise en œuvre par Covéa Finance leur permettant de considérer les caractéristiques ESG de chacun des émetteurs.

3. La sélection d'obligations peut également porter sur celles avec des caractéristiques extra-financières telles que les obligations durables (« *Sustainability Bonds* ») et/ou des obligations sociales (« *Social Bonds* »).

L'équipe Recherche analyse les obligations ESG émises par les émetteurs (à l'émission et en cours de vie) afin de vérifier leurs caractéristiques extra-financières. Les résultats de ces analyses sont partagés avec les équipes de Gestion qui privilégient, dans la mesure du possible, les investissements dans ce type d'instruments.

4. Une préférence d'investissement peut être accordée aux Etats :

- ayant ratifié l'accord de Paris et en voie de réduction de leur intensité Carbone ;
- avancés en termes d'égalité de genres ;
- favorisant l'innovation dans leur économie.

L'équipe Recherche réalise annuellement une étude des Etats dans lesquels Covéa Finance est investi ou est susceptible d'investir suivant une méthodologie propriétaire. Cette analyse tient notamment compte de la ratification de l'Accord de Paris par ces Etats, de leur intensité carbone par habitant, de leur indice d'inégalité de genre et du nombre de brevets déposés dans l'année. Les résultats de cette étude sont partagés avec les équipes de gestion qui peuvent accorder une préférence d'investissement pour les Etats les plus avancés sur un ou plusieurs de ces quatre indicateurs.